

le monde  
**Libertaire**

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°612 JEUDI 5 JANVIER 1984 8,00 F

# les c.r.s. à talbot-poissy : le gouvernement souhaite la bonne année aux travailleurs

Le dégraissage des industries  
 en mutation technologique  
 a commencé...  
 le gouvernement  
 fait respecter  
 la loi du profit.



## ● logement et société

Alors qu'il y a 16 500 logements  
 vides à Paris,  
 le gouvernement socialiste  
 contribue à favoriser  
 les propriétaires  
 contre les locataires  
 et main dans la main  
 avec la mairie de Paris,  
 réprime les squatts  
 qui tentent de trouver  
 une solution au problème  
 du logement.

Lire pages 6 et 7.

## ● o.l.p. l'échec militaire

Arafat et les combattants  
 loyalistes de l'O.L.P.  
 ont évacué Tripoli.  
 Organisation politico-militaire,  
 l'O.L.P. représente-t-elle  
 l'avenir du peuple palestinien ?

Lire page 8.

## ● le dollar monte l'europe baisse

Budget européen à sec,  
 sursauts nationalistes  
 de toutes parts  
 et dévalorisation  
 de l'« idée » Europe.  
 Le bilan négatif  
 du sommet d'Athènes  
 en est une illustration.

Lire page 12.

# liste des groupes f.a.

## • PROVINCE :

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulin — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-rhône : Marseille, Bouc-Bel-Air — Calvados : Caen — Charentes-Maritimes : Marennes, Rochefort — Côte d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure : Evreux — Finistère : Brest, Quimper — Gard : Groupe du Gard — Gironde : Bordeaux — Haute-Garonne : Toulouse nord, Toulouse sud — Haute-Saône : Gray — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Morbihan : Lorient — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais, Creil, Pont-Sainte-Maxence — Orne : Flers, La Ferté-Macé — Rhône : Lyon — Sarthe : Le Mans — Seine-Maritime : Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Haute-Vienne : Limoges — Yonne : Auxerre.

## • RÉGION PARISIENNE :

Paris : douze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> — Banlieue sud : Fresnes-Antony, Vallée de Chevreuse-Rambouillet, Villejuif, Melun — Banlieue est : Gagny, Neuilly-sur-Marne, Chelles, Montreuil, Rosny, Bobigny, Drancy — Banlieue ouest : Houilles, Sartrouville, Versailles, Conflans-Sainte-Honorine — Banlieue nord : Villeneuve-la-Garenne, Saint-Ouen, Argenteuil, Colombes, Sevran, Bondy, Epinay-sur-Seine.

## • LIAISONS PROFESSIONNELLES :

Liaison des postiers, Cercle inter-banques, Liaison ORTF.

## • LIAISONS :

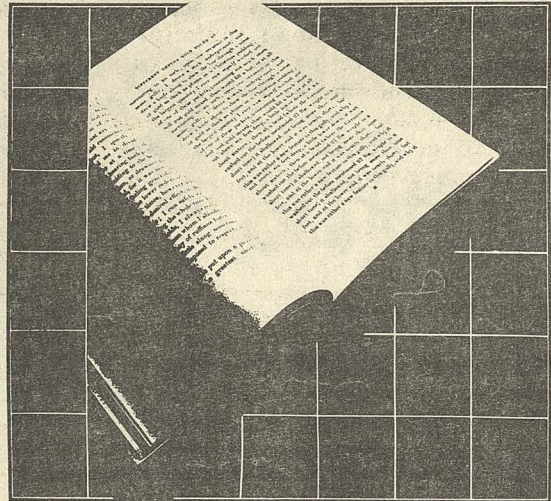
Nord : Noyon, Valenciennes, Stella-Plage — Est : Nancy, Charleville-Mézières, Vosges, Bas-Rhin, Haut-Doubs — Ile-de-France : Brunoy, Mantes-la-Jolie, Corbeil-Essonnes — Ouest : Lamballe, Routot, Laval, Poitiers, Saintes, Châtellerauld, Angoulême — Centre : Blois, Vierzon, Le Puy, Saumur, Chartres, Clermont-Ferrand, Nord-Haute-Loire — Sud, Sud-Ouest : Aix-en-Provence, Le Caylar-Lodève, Hyères, Montpellier, Périgueux, Antibes, Tournon, Sainte-Affrique, Sète, Canne-la-Bocca, Lot, La Seyne-sur-Mer, Nice — Rhône-Alpes : Chambéry, Bourgoin-Jallieu, Grenoble — Corse : Ajaccio.

Permanence du Secrétariat aux relations intérieures  
le samedi, de 14 h 30 à 18 h,  
145, rue Amelot, 75011 Paris (m° République)  
tél. : 805.34.08

## fête

Le 7 janvier 1984 à partir de 14 h  
A l'initiative des groupes Eugène-Varlin et du Marais de la Fédération anarchiste

# JOURNÉE DU LIVRE



• 14 h : débat sur « Nationalisme et révolution sociale »  
• 16 h 30 : débat sur le mouvement ouvrier  
• 18 h 30 : débat autour de la diffusion du livre  
• Stands - expositions - projections de films vidéo  
• ventes de livres - buffet - bar  
Avec la participation de la librairie du Monde libertaire  
• Entrée libre • 72, avenue Félix-Faure, Paris-15<sup>e</sup>, m° Boucicaut •

• Les groupes Eugène-Varlin et Du-Marais ont édité une affiche annonçant la « Journée du livre ». Prix : 5 F l'unité, 0,50 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 55.

## éditions

• *Volonté anarchiste n°23* est paru. La collection de brochures du groupe Fresnes-Antony vient de publier : *L'idée des soviets* par Vassilev.

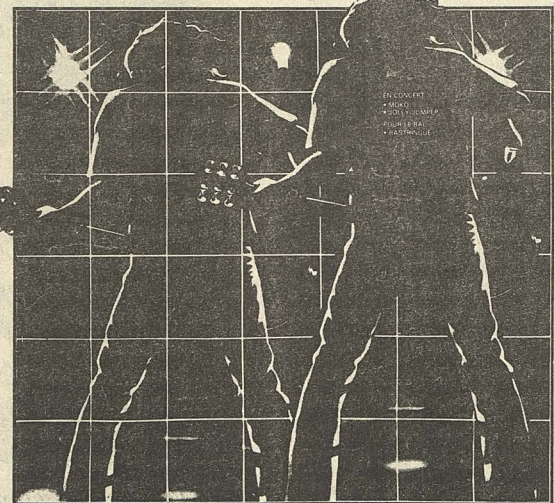
Ce compagnon bulgare, assassiné par la police en 1933 à Sophia, nous montre, textes à l'appui, combien l'idéologie marxiste est loin de l'idée originale des soviets ; comment les bolchevicks ont repris le fameux slogan « Tout le pouvoir aux soviets » afin de récupérer et de gouverner le mouvement révolutionnaire en Russie.

Enfin, il fait apparaître les liens étroits entre l'organisation de soviets et le fédéralisme libertaire.

Ce numéro est en vente à la librairie du Monde libertaire (15 F). Abonnement : 8 numéros, 110 F (de soutien 180 F) à A.S.H., 34, rue de Fresnes, 92160 Antony.

Le 7 janvier 1984  
A l'occasion de la journée du livre

# CONCERT ET BAL



• 20 h : concerts jazz rock, blues, reggae  
• 22 h : bal folk/musette, buffet, bar  
• 72, avenue Félix-Faure, Paris-15<sup>e</sup>, m° Boucicaut  
• Entrée de soutien : 15 F  
disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup>  
• groupes Eugène-Varlin et du Marais de la Fédération anarchiste •

• Les groupes Eugène-Varlin et Du-Marais organisent une « Journée du livre » et un « Bal-Concert » le samedi 7 janvier, au 72 av. Félix-Faure, PARIS 15<sup>e</sup>. A 14 h : « Journée du livre » avec stands d'éditeurs libertaires, ventes de livres, projection vidéo du film « Ecoutez May Picqueray », exposition de tableaux, présentations de textes littéraires et poétiques, buvette et de nombreux débats. Assisteront au débat sur « Nationalisme et révolution » : F. Mintz, Vanina, G. Balkanski ; au débat sur le « Mouvement ouvrier » seront présents D. Guérin, M. Joyeux, M. Prévotel, J. Toublet et A. Devriendt ; A. Skirda, Y. Frémion, S. Livrozet, M. Ragon et des représentants de groupes éditeurs de la Fédération anarchiste animeront le débat à propos de l'« Edition et diffusion du livre ». A 20 h : concert rock avec Jolly-Jumper, reggae avec Moko, et bal « musette-folk » avec Bastringue. Des bons de soutien, donnant droit à une entrée gratuite, sont disponibles à la librairie du Monde libertaire.

## communiqués

• Les sympathisants libertaires des Pyrénées-Orientales et de l'Aude, désireux de faire connaître les idées anarchistes sur cette région peuvent prendre contact avec les R.I. qui transmettront au groupe Puig Antich de PERPIGNAN.

• Les libertaires de l'YONNE (89) intéressés par des actions sur ce département peuvent prendre contact avec les R.I. qui transmettront au groupe d'Auxerre.

• Les étudiants intéressés par une action collective au niveau des universités et autres facultés sont avisés que la Coordination libertaire étudiante existe, et qu'elle est présente dans de nombreuses facs pour diffuser la pensée et les idées anarchistes dans le milieu universitaire. Pour tout contact, écrire aux R.I. qui transmettront.

• Les compagnons du groupe LA FERTÉ-MACÉ FLERS animent une émission sur Radio-Pays-d'Argentan (103 MHz) tous les samedis de 18 à 20 h.

• Le groupe libertaire Louise-Michel organise dans son local au 10, rue Robert-Planquette, PARIS 18<sup>e</sup>, métro Blanche ou Abbesses, chaque jeudi à partir de 20 H, une série de cours. Au programme : le 5 janvier, l'anarcho-syndicalisme au sein de la C.G.T. (des origines aux années 20) par Alain Sauvage (groupe Berthelot-le-Petit) ; le 12 janvier, l'anarcho-syndicalisme en Allemagne, la F.A.U.D., par Thierry Porré (groupe Pierre-Besnard).

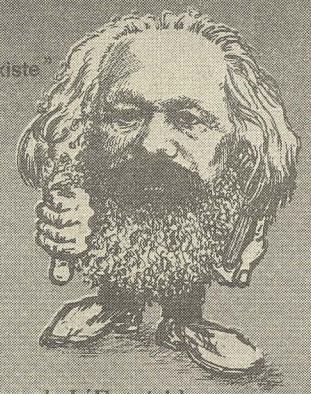
## éditions

# MARX

« le ténia du socialisme »

« Marx et l'anarchisme »  
de Rudolf Rocker

« Bakounine et l'Etat marxiste »  
de Gaston Léval



Les Editions de L'Entr'aide

• Le groupe Sacco-Vanzetti a édité une brochure : « Marx : ténia du socialisme » qui regroupe un texte de Rudolf Rocker, « Marx et l'anarchisme », et un autre, de Gaston Léval : « Bakounine et l'Etat marxiste ». Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 15 F (plus frais de port).

## sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes — PAGE 3 : Editorial, En Bref, Plan Savary, Information, Talbot : c'est fini ? — PAGE 4 : Montsouris et « Les Nouvelles », Delors et Gattaz, Bordeaux sans bus — PAGE 5 : Interview de Ronald Creagh — PAGE 6 ET 7 : Loi Quilliot, Cette nuit d'avant Noël, Squatt, Nouvelle culture — PAGE 8 : O.L.P. — PAGE 9 : Informations internationales — PAGE 10 : Archives — PAGE 11 : Radio, Notes de lecture, Spectacle, Bandes dessinées, Invité de R.-L. — PAGE 12 : Le dollar et l'Europe.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup>

Directeur de publication : Maurice Joyeux

Commission paritaire n° 55 635

Imprimerie : « Les Marchés de France » 44 rue de l'Ermitage, Paris-20<sup>e</sup>

Dépôt légal 44 149 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977

Routage 205 — Publi Routage

Diffusion SAEM Transport Presse

## Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration

145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous plis fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145 rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom ..... Prénom .....

N° ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

A partir du n° ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-lettre  Règlement (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste.

en bref...en bref...

• A Grenoble, une semaine antimilitariste est organisée du 11 au 15 janvier. Seront traités, entre autres, les thèmes de l'armée et de l'éducation, les femmes et l'armée, les interventions militaires françaises, le pacifisme, la résistance à l'armée, etc. Pour obtenir le maximum de renseignements écrire ou téléphoner à Collectif Bevière : 24, rue de Bevière 38000 Grenoble. Tél. (76) 48.57.18. ou Collectif d'Alembert : 102, rue d'Alembert 38000 Grenoble. Tél. (76) 48.64.01.

• Objecteur-insoumis, Bernard Sandon, condamné une première fois à 6 mois de prison, confirmés en appel, a déposé un pourvoi en cassation. Un comité de soutien se charge de rassembler tous les soutiens quel'ils soient. Bernard, en tant qu'instituteur, si la Cour ne casse pas le jugement, sera radié de l'Education nationale. Pour tous renseignements et soutiens : Coordination Objecteurs-insoumis Rhône-Alpes c/o Jean-Luc Denis, Les Verdères, 42140 Gramond.

• Si vous êtes locataires, copropriétaires, propriétaire occupant son logement et dans le cas où vous auriez des problèmes pour faire respecter vos droits et obligations, une permanence se tient de 14 h à 19 h le jeudi, à la librairie du Monde libertaire. L'étude des dossiers ne se fait que par l'adhésion du « demandeur » : Association des locataires des tours T.E.A.M. 3, rue du Gros-Chêne. Appt. 803. 92370 Chaville. Tél. 16 (1) 750.83.84.

• Jean-Claude Bruno, permanent d'un lieu de vie a quelques démêlés avec la justice. Il passera en justice le 6/1/84 à 14 h, à Foix (Gers). En effet le crime de lèse-majesté qui lui est reproché est d'avoir traité le directeur de la D.D.A.S.S. du département de « péteux », lors d'échanges de paroles un peu vives entre représentants d'un lieu de vie et lui. Le procès selon les désirs du justiciable risque de se transformer en tribune sur les problèmes des lieux de vie.

• Les Comités de soutien aux « squats associatifs », le C.A.F.E. : 120, rue de Crimée, Paris 19<sup>e</sup> et la Ludothèque : 8, rue des Orteaux, Paris 20<sup>e</sup> lancent sous forme de tract un appel pour exiger : le respect de la Charte sociale européenne imposant aux Etats signataires d'assurer un logement à tous ; reconnaissance du droit à la différence dans l'habitat ; arrêt des expulsions illégales et arbitraires ; mise en place de la procédure de logement d'office (ou réquisition).

• Quartiers libres, journal trimestriel sur le 20<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris est sorti. Au sommaire : Foyer de la Villette, le coin des associations, théâtre et autres... Donc un n°22 plein à craquer.

• Infos et analyse libertaires édité par le groupe de Béziers (F.A.) et par le groupe anarcho-syndicaliste de Perpignan vient de sortir. Son prix est de 6 F (plus frais de port), abonnement 25 F (+ 15 F de frais d'envoi), à l'ordre de C. Fleuriot. Pour tous renseignements, écrire au C.E.S., B.P. 4030, 34325 Béziers Cédex.

• Le Centre d'étude et de recherche sur l'expression libre (C.E.R.E.L.) organise une exposition itinérante, sur le thème : « Cent ans de guerre du vin ». Le but de cette exposition est de maintenir la mémoire du passé pour servir l'avenir. Pour obtenir de plus amples renseignements, vous pouvez écrire au C.E.R.E.L., 1, Place du Presbytère, 11300 Limoux Cédex.

# PLAN SAVARY : LA MACHINE EST EN ROUTE

Le Conseil des ministres du 21 décembre a été l'occasion pour Savary d'annoncer, en toute conformité avec son programme rendu public le 18 octobre dernier, un premier jet de négociations bilatérales sur les rapports entre les enseignements privé et public. Parmi les cinq points abordés, trois seront soumis au parlement au printemps 84, les autres appliqués par mesure réglementaire, mais tous « opérationnels » pour la rentrée 84.

Les points à discuter — réorganisation de la carte scolaire, crédits au privé désormais « limitatifs » et non « évaluatifs », participation financière des collectivités territoriales et création d'Établissements d'intérêt public, extension de la réforme des collèges au privé, titularisation de 15 000 enseignants du privé —, et plus particulièrement les trois derniers, sont significatifs de la volonté gouvernementale de « réduire le dualisme scolaire », d'entamer sans attendre un processus d'indifférenciation entre le service public et l'enseignement privé. Quoiqu'à titre expérimental, dans un premier temps, la création des E.I.P., nouvelle entité juridique regroupant plusieurs établissements, est la première pierre d'un vaste système de gestion « rénovée », dont la gestion tripartite est la figure de proue, associant parents d'élèves, enseignants et collectivités territoriales à la définition d'un « projet éducatif d'établissement » qui soumettra enfants et enseignants à tous les groupes de pression économiques, confessionnels, politiques ou associatifs que peut compter la localité, ouvrant l'école aux dogmes de toutes sortes.

Quant à elle, la titularisation d'enseignants du privé reviendra

à octroyer un statut de fonctionnaire à des profs et des instituteurs qui continueront de dépendre d'autorités confessionnelles ou patronales et à exercer leur fonction dans le cadre de « projets éducatifs propres ». C'est là aussi, avec la généralisation de la réforme des collèges bâtie sur le rapport Légrand, un exemple de « réduction du dualisme » qui va dans le sens de cette « unification pluraliste » tant désirée par le C.N.A.L. au mépris de sa propre tradition laïque et qui ne peut aboutir qu'à l'éclatement du service public d'éducation.

On peut d'ailleurs s'étonner que Michel Bouchareissas, secrétaire général du C.N.A.L., se félicite du « changement de méthode » du ministre, alors que celui-ci ne fait qu'appliquer un plan que le C.N.A.L. a refusé de négocier !

Cette incohérence traduit le malaise du C.N.A.L., coincé entre son intransigeance initiale et son désir de négocier avec Savary.

De leur côté, les représentants des organisations du privé ont maintenu leur attitude de « négociation sélective » : les points soulevés seront discutés, mais le refus de la titularisation des enseignants subsiste, afin de tirer tous les avantages du plan Savary tout en limitant les concessions.

Pour notre part, nous invitons les laïques à se mobiliser contre le plan Savary et à désavouer la dérive antilaïque du C.N.A.L. Exigeons sans attendre :

- l'abrogation de toutes les lois et protocoles antilaïques ;
- l'abandon du plan Savary ;
- la suppression de toutes subventions publiques au privé.

Alain Gr. de Houilles

## Editorial

**F**ORCE est restée à la loi républicaine ! Voilà... pas plus difficile que cela, doivent se dire nos bons dirigeants socialo-communistes. Les vertus tant vantées du camp socialiste français concernant son humanisme, son sens de la discussion, de la persuasion, du compromis, de la tolérance, s'évanouissent radicalement lorsqu'il s'agit de mettre fin à un conflit du travail, lorsqu'il s'agit de faire précéder à l'expulsion de quelques deux cents ouvriers occupant leur entreprise.

La ferme intervention des forces de police à Poissy dans la nuit du vendredi au samedi 31 décembre permet malheureusement à tous de méditer sur la brutale réalité d'un Etat pour qui le problème posé par le licenciement de plusieurs milliers de travailleurs ne saurait entraver le mouvement de restructuration de l'économie capitaliste.

Il fallait donc que les pouvoirs publics en arrivent là : faire procéder la nuit, comme des voleurs, à l'évacuation manu-militari de tous les bâtiments occupés. Et même si cette action policière s'est déroulée, semble-t-il, sans violence, l'utilisation de la force armée sous la houlette de la direction de Poissy ne va pas grandir l'image des gens qui nous gouvernent, ceux par qui le licenciement de 1 905 personnes ne représente que l'avatar inéluctable d'un développement économique chaotique qui résulte de l'exploitation de l'homme par l'homme et dans lequel le capital commande et règne en maître.

Ne nous y trompons pas, quel que soient les déclarations des confédérations syndicales et des pouvoirs publics ce qui vient de se passer à Talbot Poissy ne fait que préfigurer ce qui va se répéter à plus grande échelle en 1984.

Les travailleurs licenciés de Poissy ne faisant partie que des premières charettes, d'autres viendront et si, dès à présent, nous sommes incapables, face à l'acte révoltant que constitue l'intervention des C.R.S. à Talbot, d'organiser la riposte, d'élargir les luttes actuelles, de créer un grand mouvement de solidarité, enfin de poser la question fondamentale de la remise de l'économie au service de l'homme, notre tour viendra, et nous n'auront face à l'arbitraire que le remord de ne pas avoir su ou osé agir à temps.



## TALBOT : C'EST FINI ?

**L**E 30 décembre vers minuit le cabinet du premier ministre pond à cette heure tardive un communiqué où il réitère son souci « de prendre en compte les mutations technologiques dont l'industrie française a besoin pour rester importante et compétitive, les aspirations des travailleurs et de leurs syndicats concernant leur droit au travail et à une formation adaptée ». Rien de très neuf dans ce communiqué où rien n'est dit sur le problème des licenciements. Dans la nuit du 30 au 31, au bâtiment B5 deux feux « d'origine criminelle » nécessitent l'intervention des pompiers. Peu après 2 h du matin, des unités de C.R.S. investissent l'usine et évacuent les grévistes occupants.

Le matin, c'est la stupeur et l'écœurement. Les confédérations

syndicales ne répondent pas au téléphone, occupées sans doute à élaborer une position politique n'égayant pas trop le gouvernement. Des militants C.F.D.T. de Talbot Poissy (1) demandent à être reçus par l'hôtel Matignon pour « demander des comptes sur l'évacuation » ; le moins qu'on puisse dire c'est qu'on leur a répondu sèchement et avec « intransigeance »...

Blocage donc du gouvernement qui a fait là un choix qui est un pas de plus dans la gestion du capital. La direction de P.S.A. a eu gain de cause, il fallait faire place nette pour que la production démarre en 84, et Mauroy a agit dans le sens des intérêts du groupe Peugeot. A trop gérer les crises du capital on en vient à prendre parti pour ses intérêts.

La semaine qui s'est écoulée à vu la C.G.T. se heurter à ses

O.S. immigrés qui ne comprennent plus les reculades confédérales devant le problème des licenciements. De son côté, la C.F.D.T. au niveau confédéral voyait dans la réduction du temps de travail et l'« aide au retour » une solution pour éviter les licenciements.

A l'heure où vous lirez ces lignes la lutte aura sûrement repris à Talbot-Poissy et les travailleurs de l'industrie automobile qu'ils soient français ou immigrés, à la C.F.D.T. ou à la C.G.T. savent maintenant plus que jamais qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes et la solidarité, mais pas sur un gouvernement même s'il se réclame du socialisme.

Alexis Pierre

(1) Un rassemblement annoncé sur Radio-Libertaire a réuni une cinquantaine de personnes.

### INFORMATION IMPRIMERIE

**D**EPUIS plusieurs années, la Fédération anarchiste s'est dotée de moyens d'expressions : Le Monde libertaire, la librairie du Monde libertaire, et plus récemment Radio-Libertaire, pour diffuser notre pensée. L'imprimerie de la Fédération anarchiste et le dernier né de ces moyens d'expression.

Apportez lui votre soutien en lui confiant vos travaux de photocomposition, photographie et impression.

L'anarchisme a besoin d'une imprimerie, construisons-la ensemble !

Pour nous contacter : permanence le samedi de 15 h à 17 h à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris ; ou téléphonez du lundi au vendredi, à partir de 14 h, au 259.22.71.

Les administrateurs



## DELORS ET GATTAZ UNIS

**D**ÈS la sortie du blocage des salaires fin octobre 1982, le gouvernement s'attela à la recherche d'« un nouveau palier d'équilibre des prix et des salaires tenant compte de l'objectif de ralentissement de l'inflation », entendez la remise en cause du maintien du pouvoir d'achat. « Disons-le la tête haute... nous avons une chance historique de faire baisser le pouvoir d'achat... » déclare en cette fin d'année Yvon Gattaz, président du C.N.P.F. Au centre du débat, le pouvoir d'achat est devenu l'un des principaux enjeux sociaux.

L'alliance Delors-C.N.P.F. s'est soudée contre toute formule d'indexation des salaires sur l'évolution des prix. En 1982, le gouvernement déclarait illégale, selon une ordonnance de 1959, l'échelle mobile pour faciliter la tâche du patronat. C'est à présent jusqu'aux ultimes clauses de sauvegarde que Delors et Gattaz s'attaquent.

Pourquoi cet acharnement de la gauche contre le maintien du pouvoir d'achat, a contrario de toute sa politique antérieure ? Dans sa logique de gestion du capitalisme, s'attaquer aux salaires, et donc à la consommation, est l'un des moyens de limiter le déficit du commerce extérieur (les récents bons chiffres en la matière sont plus liés à la baisse des revenus qu'à une reprise de la compétitivité française sur les marchés extérieurs) et d'« assainir » l'économie par la stabilisation des prix. Les salaires sont implicitement désignés comme responsables de l'inflation, les gouvernements successifs s'employant à de véritables tentatives de culpabilisation des salariés vis-à-vis de leur rémunération. Raymond Barre avait innové en la matière (les fonctionnaires sont des

nantis !) et Delors relève le flambeau : accepter la baisse du pouvoir d'achat serait faire preuve « d'esprit civique » ! Les salaires sont une composante parmi d'autres qui entrent dans l'établissement des prix de revient ; or, quoiqu'ils soient bloqués à 8%, l'inflation s'achemine cette année vers les 9,5%. Non, les salaires ne sont pas ces responsables « idéaux » de la hausse des prix !

Yvon Chotard, vice-président du C.N.P.F., dans une circulaire adressée aux fédérations et unions patronales le 21 novembre, confirme le refus de toute forme d'indexation des salaires au nom de la lutte contre l'inflation et détaille l'avantageux fonctionnement du raisonnement en masse salariale permise de « jouer » avec l'effet de report d'une année sur l'autre : plus les augmentations de salaires interviennent tard dans l'année, plus la masse salariale de l'année suivante s'en trouve gonflée par rapport à la précédente. Ainsi, l'année suivante, avant même que les salariés n'aient obtenu le moindre rattrapage,

ils savent qu'une partie de l'objectif annuel est déjà rempli ! De plus, toutes les mesures collectives ou individuelles, tous les avantages salariaux acquis sont absorbés et concourent à atteindre les limites annuelles fixées. Les augmentations individuelles ne peuvent donc plus se faire qu'au détriment des mesures collectives.

La fonction publique, quoique le gouvernement s'en défende, sera sans doute le secteur pilote en matière de rattrapage pour 1983 et de pouvoir d'achat en 84. Anicet Lepors, secrétaire d'Etat à la Fonction publique doit rencontrer les organisations syndicales le 20 janvier qui toutes s'entendent à défendre le pouvoir d'achat, et dans nombre d'entreprises privées, les négociations sont suspendues dans cette attente. Le gouvernement restera-t-il intransigeant avec les fonctionnaires ou désavouera-t-il implicitement sa stratégie sociale ? L'application de la clause de sauvegarde pour 1983, des accords cadres pour 1984 dans ce secteur pourraient entraîner une vague de fond revendicative dans le privé et bouleverser les objectifs de Delors et du C.N.P.F. Pour cela les salariés doivent montrer sans ambiguïté qu'ils sont décidés à sauvegarder leurs acquis et en particulier le maintien du pouvoir d'achat, thème qui prend toute sa valeur lorsqu'il est clairement défendu sur une position de classe face aux dirigeants capitalistes et d'Etat.

Pascal Sariet

## MONTSOURIS ET « LES NOUVELLES »

« **C**E sont les travailleurs de Montsouris qui ont fait cette action en plein accord avec leurs organisations syndicales C.G.T. Voilà cinq mois que *Les Nouvelles* se sont engagées à revenir à Montsouris et nous ne voyons toujours rien venir. Il s'agit là d'une décision politique mais nous ne pouvons laisser notre entreprise mourir. Aucun titre ne quittera les entreprises, c'est notre position. Sinon c'est à leurs risques et périls. » Ainsi s'exprimait la semaine dernière un représentant du syndicat du Livre. L'action dont il parle : il était 13 h jeudi dernier, quand 17 000 exemplaires de l'hebdomadaire *Les Nouvelles* fraîchement sortis de la Nouvelle société de brochage à Vitry-sur-Seine furent extirpés de la camionnette qui les transportait et rendus inutilisables. Les travailleurs de Montsouris n'en sont pas à leur coup d'essai. Déjà avant les vacances quand des menaces de dépôt de bilan se profilaient à l'horizon, des actions avaient été menées contre Ginioux, propriétaire de l'imprimerie L'Avenir graphique. Cette imprimerie est en tout point comparable à celle de Didier (1) : conditions élémentaires d'hygiène et de sécurité souvent non respectées, cadences infernales de boulot... le tout couronné d'une bonne dose d'anti-syndicalisme. Rognant sur le prix de revient, Didier, Ginioux et consorts pratiquent ce que l'on appelle le « dumping », pratiquer des prix au plus bas pour enlever de nouveaux marchés. Tout ça, bien sûr, au détriment des conditions de travail des ouvriers du Livre et malgré de multiples interventions des inspections du travail.

La presse déclare que l'imprimerie de Montsouris va mal, pourtant ce « monstre hypermoderne de l'industrie de la presse » comme le disait *Libération* est en parfait état de marche et la visite de ses ateliers à Massy-Palaiseau, dans la banlieue sud de Paris convainct que cette entreprise fonctionne à plein gaz et on peut se demander ce qui a poussé Bruno Manier, son directeur, à déposer dernièrement le bilan. Peut-être avait-on la même impression il y a quelques années en visitant l'imprimerie Chaix à Saint-Ouen. Si on fait la comparaison jus-

qu'au bout, on peut dire que dans les deux cas il y a au centre du problème ce qu'on appelle un « bastion syndicaliste » qu'il convient pour le patronat de rayer de la carte. Le plan Lecat, sous Giscard, aurait-il encore force de loi sous Mitterrand ? La C.G.T., avec mai 81, croyait pouvoir espérer une nouvelle politique graphique. Si l'on prends l'exemple de Montsouris, quand il faut rassembler autour d'une table de négociations patronat, éditeurs et banques, sûr que les pouvoirs publics peuvent infléchir dans un sens ou dans l'autre. S'ils ne le font pas, c'est un choix. C.Q.F.D. !

Le changement, les travailleurs du Livre l'attendent encore. Que ce soit pour la revalorisation de la profession, la réduction du temps de travail, le patronat du Livre reste ferme sur ses positions ; en région parisienne, ces derniers jours : France-Hélio, La Persévérante, Chaix, La Rochette-Sempa ont fermé leurs portes. La situation est encore aggravée par les dispositions fiscales arrêtées par le gouvernement et pesant sur le pouvoir d'achat déjà sérieusement allégé.

Pour le gouvernement, l'imprimerie lourde fait partie de la liste des industries à dégraisser. Montsouris tente de survivre, avec ses 700 travailleurs et l'action directe. Filliod avait déclaré en juin dernier, après l'interception d'une camionnette de l'imprimerie de Ginioux, qu'il trouvait ces agissements intolérables. Au sein de l'Assemblée nationale devrait s'élaborer parmi l'opposition une sorte de « commission » pour lutter contre des « actes criminels » d'inspiration syndicaliste. Cela viserait bien sûr le Livre C.G.T., mais, on peut faire confiance à d'autres pour étendre le délit à tout acte syndical sans préavis de 5 jours !

A Amiens, le 16 décembre, Mauroy a dit, au sujet de l'affaire Talbot, « les travailleurs ont leurs amis au gouvernement, qu'ils le sachent. » Le 31 décembre, à 4 h du matin, les travailleurs de Talbot-Poissy ont jugé sur pièce : les Compagnies républicaines de sécurité les ont viré ! Les travailleurs de Montsouris sont-ils sur la liste d'attente ?

B.F.

(1) N'oublions pas que leurs deux propriétaires sont très proches du pouvoir actuel.

## BORDEAUX SANS BUS

**P**LUS que largement ignoré par les médias au niveau national, se déroule à Bordeaux depuis 15 jours un conflit à la C.G.F.T.E. c'est-à-dire à la Compagnie générale française des transports et entreprises. Cette entreprise a le monopole sur Bordeaux et ses environs du transport public, semi-privée, elle est placée sous le contrôle de la Communauté urbaine de Bordeaux. Cet organisme est dernièrement passé sous contrôle chabaniste, ce qui explique un peu la situation actuelle.

Organisés avec l'intersyndicale F.O.-C.F.D.T.-C.G.T., les travailleurs de cette entreprise de transports sont en grève depuis la mi-décembre avec plus de 90% des chauffeurs dans la lutte. Leurs revendications sont principalement :

- maintien de la totalité des lignes ;
- non à l'augmentation du prix du ticket ;
- droit de regard sur la gestion.

L'unité la plus large règne dans la lutte après l'occupation du dépôt central, dégagé depuis par les forces de l'ordre (le 23 décembre). Avant cet incident, les piquets de grève interdisaient aux non-grévistes d'accéder aux machines, depuis que la « liberté du travail » a été rétablie, on peut dénombrer 100 non-grévistes sur 900 employés.

Dans le passé (1 semaine de grève en 78) les camarades de la C.G.F.T.E. avaient obtenu le paiement de leurs heures de grève. Cela est bien sûr possible quand l'unité existe et que le soutien demeure (consommateurs, taxis, sections syndicales, etc.). A l'heure où nous écrivons ces lignes toutes les conditions semblent réunies, en cette nouvelle année, nous ne pouvons que former le vœu que cette lutte sera victorieuse. Affaire à suivre.

Y. Fonclare

# INTERVIEW DE RONALD CREAGH

(SUITE ET FIN)

**U**N des grands mouvements communautaires de ces dernières décennies est né aux Etats-Unis : c'est le mouvement hippie. Tout le monde se souvient de « Peace and love » et des colliers de fleurs. Mais que reste-t-il aujourd'hui de ces années d'espérance ? Un folklore ? Un bon souvenir ?

Ronald Creagh, auteur de *Laboratoire de l'utopie* (1), ouvrage sur les communautés libertaires aux Etats-Unis, dans la suite de l'interview faite lors du colloque de Carcassonne, dont nous avons publié la première partie dans le *Monde libertaire* n°511, nous a expliqué en quoi ce mouvement lui semble avoir eu une influence importante sur différents courants de pensée actuels.

— *Le Monde libertaire* : On ne peut pas parler de l'utopie communautaire aux Etats-Unis sans parler du phénomène hippie !

— *Ronald Creagh* : Le phénomène hippie est apparu aux Etats-Unis à partir des années 1950-1960, sous un certain nombre d'influences. D'une part, de poètes, de musiciens ; d'autre part, c'est aussi la redécouverte des Indiens et de leur philosophie de la nature, une critique de la société de consommation, et finalement parfois une contestation radicale de la société américaine qui était alors en pleine guerre du Viet-Nam. Ce phénomène prit une ampleur considérable à cause des mass-médias qui lui ont donné un caractère spectaculaire, de mode, en fin de compte qui l'a tué, parce que le mouvement n'a plus suivi un rythme de développement à taille humaine. Il est devenu un phénomène de vogue. Le dimanche, on allait voir en famille les communautés hippies comme on va au jardin zoologique. Cela pose d'ailleurs un problème intéressant ; comment les mass-médias peuvent-elles accélérer les rythmes de transformation des choses en les mettant sous une forme telle que les mouvements les plus révolutionnaires au sens très large peuvent être immédiatement détruits en devenant pur spectacle. Les Hippies ont formé de nombreuses communautés regroupant quelque fois plusieurs milliers de personnes dans différentes régions des Etats-Unis. Il y a un phénomène absolument essentiel dans ces communautés, surtout dans les communautés libertaires, celles qui m'intéressent, c'est que chacune d'entre elles a voulu rester unique et ne s'est jamais proposée comme un modèle aux autres communautés. C'étaient des personnes très particulières qui voulaient faire leur expérience avec les gens avec qui elles étaient.

D'autre part, ces communautés ont été très éphémères, beaucoup plus éphémères que les communautés précédentes, pour une raison fondamentale, c'est que les communautés utopiques, les commu-

nautés de Hippies n'ont jamais été un but en soi, mais seulement un moyen. C'était un moyen de se réaliser sur un plan personnel, sur le plan de découverte communautaire ; il y avait un refus très volontaire et très conscient d'institutionnaliser le mouvement et de l'enfermer de nouveau dans des appareils bureaucratiques, ceci étant il a tout de même des communautés qui durent depuis de nombreuses années.

— *Le M.L.* : Peut-on avoir une idée de la vie quotidienne de ces communautés ? Se différencie-t-elle de la vie dans les communautés qui ont précédé, par exemple au XIX<sup>e</sup> siècle ?

— *R. C.* : Bien que très variable, la vie dans les communautés hippies est pourtant moins variée que dans les communautés du XIX<sup>e</sup> siècle. La tradition communautaire remonte à plusieurs siècles déjà. Aux Etats-Unis, on nous signale des communautés libertaires dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle. A cette époque-là une grande part était donnée à l'imagination, avec des expériences assez fantastiques. Je pense par exemple à la communauté des « Temps modernes » où l'on plante des orangers, pour que les visiteurs ne soient pas humiliés d'avoir à demander leur nourriture, et puissent cueillir des fruits dans la rue ; où l'on fait des rues aux quatre coins de la maison pour que les gens puissent sortir sans être vus du voisin qu'ils ne voudraient pas voir. Je pense aussi à d'autres communautés où avant de pouvoir y habiter, on demandait aux voisins s'ils étaient d'accord ; c'était une grande liberté que de pouvoir choisir ses voisins.

Dans ces communautés, les fêtes prenaient une grande place et des formes très différentes suivant les époques. Le travail prenait une place extrêmement variable d'une communauté à une autre. Les communautés récentes ont donné au travail une part excessive, à mon avis, parce qu'elles ont voulu s'enfermer dans l'autarcie rurale, qui posait des problèmes énormes de stabilité, surtout quand on connaît le climat américain.

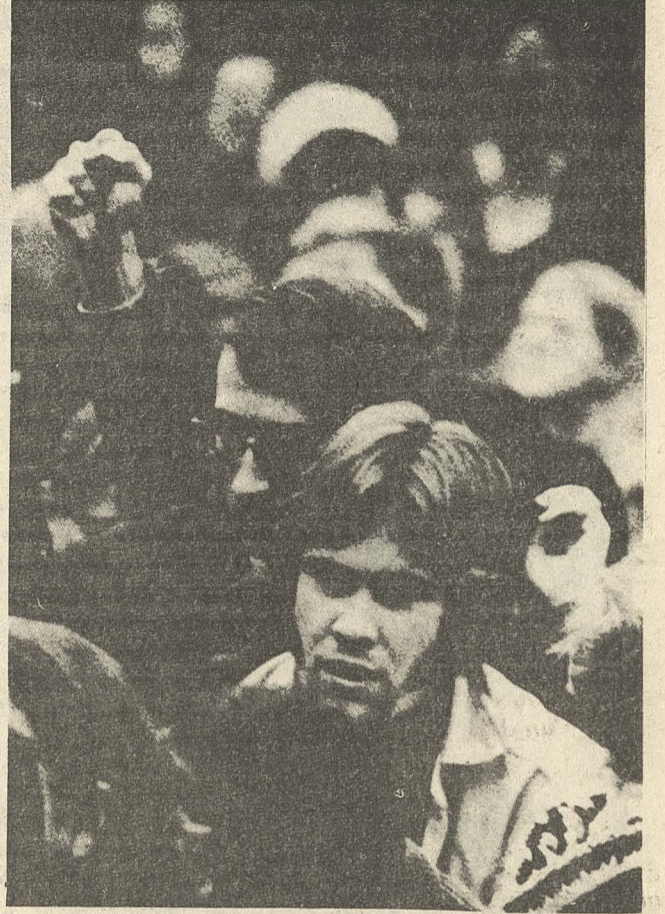
Les communautés du XIX<sup>e</sup> siècle n'ont pas eu les mêmes problèmes, parce qu'elles n'ont pas refusé l'artisanat et même éventuellement l'industrie, mais elles ont utilisé des formes industrielles que je dirais douces, je pense, par exemple, à la communauté de « La Nouvelle Harmonie », elle a construit des meubles qui ne pouvaient pas être rongés par les termites, elle avait fait des briques en terre qui gardaient la chaleur l'hiver et rendait la fraîcheur l'été, elle utilisait des teintures naturelles pour teindre les vêtements, et ainsi de suite. Il y avait une utilisation du milieu qui était pensée par les gens eux-mêmes.

Il y a des conceptions du travail très différentes ; aussi bien des communautés où l'on décide de travailler tous en commun, et d'autres où chacun travaille pour son compte. Il y a toutes les formes, les plus variées, depuis l'indépendance totale de chaque individu au sein de la communauté jusqu'au contraire la volonté de communauté totale y compris même au niveau sexuel.

— *Le M.L.* : Quel est l'héritage que nous ont laissé les communautés hippies ?

— *R. C.* : Eh bien, je crois que le premier héritage des communautés hippies, c'est le mouvement écologique. C'est le grand courant qui s'efforce de ne plus penser les relations à la nature en termes de production. Mais il considère l'homme comme faisant partie intégrante de la nature et en établissant avec elle, un type de relations qui soit tout à fait différent. Ceci est une perspective totalement opposée aussi bien à la perspective capitaliste qu'à la perspective marxiste, qui l'une et l'autre considèrent la terre comme un outil, et non pas comme un élément de nous-même. Considérer la nature comme un outil, c'est considérer notre corps comme un outil, c'est donc aussi vouloir domestiquer nos corps, les asservir à toute une technologie. On pourrait dire que le mouvement écologiste est un mouvement de retour au passé, c'est vrai, mais il y a quand même une question qui est posée, est-ce que lorsque l'on va en direction d'une impasse, il y a une autre solution que de faire machine arrière.

Un autre aspect, c'est l'importance de la décentralisation, l'importance de la prise en charge par les



gens eux-mêmes. Non pas une décentralisation provoquée par le haut qui consiste à donner aux petits notables de la base, tout pouvoir sur leurs administrés, mais les gens prennent eux-mêmes, et tout de suite, leur vie en main, sans plus attendre les jours meilleurs d'une révolution hypothétique.

Enfin, il semble se dégager une alternative à la fois au socialisme classique et au capitalisme.

— *Le M.L.* : Le mouvement hippie a redonné un souffle nouveau au mouvement antimilitariste, pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

— *R. C.* : Ce sont les hippies qui ont vulgarisé le slogan « Faites l'amour, pas la guerre », ils donnaient des fleurs aux soldats et ils ont redonné de l'importance à l'amour et donc au désir. Je crois que là, il y a un lien extrêmement important. Le mouvement antimilitariste est lié en partie au mouvement hippie.

— *Le M.L.* : Et la libération sexuelle — disons la libération des mœurs ?

— *R. C.* : Je pense qu'elle n'est pas née du mouvement hippie, elle est née un peu avant, dans les mouvements qui ont précédé le mouvement hippie, mais disons qu'elle a réussi à trouver sa première concrétisation, sa première forme d'expression dans ces communautés là, justement les femmes et les hommes ont pu repenser leurs relations sexuelles. La preuve d'ailleurs, c'est que énormément de couples se sont ensuite défaits et réformés tout à fait autrement après être passés dans ces communautés. Les communautés hippies, les communautés utopiques en général remettent très fortement en cause les relations qui avaient été établies avant.

— *Le M.L.* : Ou en est le mouvement aujourd'hui aux Etats-Unis ?

— *R. C.* : Là encore, c'est une façon pour les médias de nous dire que les années 60 sont mortes, le mouvement est mort, or le mouvement, heureusement ou hélas, est toujours bien vivant. Il y a eu en décembre 82, aux Etats-Unis, la manifestation antinucléaire la plus importante de l'histoire — on en a même pas parlé en France. Elle a réuni plus d'un million de personnes à New-York ! Et ceci aussi est un héritage du mouvement ; la différence importante aujourd'hui, c'est que les médias n'en parlent plus, d'un côté parce qu'ils cherchent à étouffer le mouvement, et d'autre part parce que ces groupes même se méfient des médias, et travaillent avec leurs propres circuits d'information.

Propos recueillis par  
Carolina et Jean

(1) *Laboratoire de l'utopie : les communautés libertaires aux Etats-Unis*, Payot, 80 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



## LOI QUILLIOT

EN matière d'introduction nous rappellerons que depuis le 22 juin 1982, date à laquelle est parue cette loi, les pouvoirs publics ont fait couler beaucoup d'encre, se sont dépensés sans compter, tant à la radio et à la télévision que dans la presse écrite, pour informer les locataires et tranquiliser les propriétaires. Mais qu'a fait réellement le gouvernement actuel ?

Pour mieux comprendre leurs actions, il est nécessaire de se reporter au 20 décembre 1978, date à laquelle les élus du Parti socialiste présentaient à l'Assemblée nationale une proposition de loi relative aux loyers et aux droits des locataires (1).

Ce document avait été élaboré suite à des rencontres avec les responsables des asso-

ciations d'usagers du logement « toutes tendances confondues », et était sensé faire remonter l'information venant de la base... dans la théorie!... On peut dire que si même ce projet ne reflétait pas dans l'ensemble toutes nos revendications, beaucoup d'entre-elles y étaient présentes, et nous considérons à l'époque que cela était l'un des premiers pas vers une situation moins injuste quant au droit au logement.

Si actuellement, nous comparons ce projet avec ceux du 31 octobre 1981 et du 11 mai 1982, présenté à l'Assemblée nationale, pour aboutir le 22 juin 1982 à la loi n°82-526 relative aux « Droits et obligations des locataires et des bailleurs », on s'aperçoit rapidement combien ceux-là même qui autrefois se battaient avec nous pour nos intérêts, et aujourd'hui dans la majorité gouvernementale se « dégonflent comme une baudruche » face aux propriétaires institutionnels (Compagnies d'assurances, etc.), cela est dû à deux raisons majeures qui sont le talon d'Achille de la gauche actuelle.

La première de ces raisons est d'ordre électoraliste, la seconde d'ordre opportuniste. Ces gens n'ont pour soucis majeurs que de défendre les intérêts d'une classe bourgeoise

qui a toujours maintenu la France dans un magma fait de mensonges, de magouilles, de notabilités, chanson qui nous a été longtemps surrécitée pendant des années par la S.F.I.O. et le M.R.P. — pour ceux qui s'en souviennent —, et aujourd'hui on remet ça !

En réalité, ils n'ont fait que légiférer sur ce qui existait déjà depuis 1972. Il suffit pour se rendre compte d'une telle affirmation de se reporter à la Commission permanente pour l'étude des charges locatives et des rapports entre propriétaires et gestionnaires et usagers parue au Journal officiel du 22 mai 1974, et là, on s'aperçoit à l'Art. 2, que se trouvent réunis, d'une part, les représentants des organisations représentatives des propriétaires et gestionnaires, et, d'autre part, les représentants des organisations représentatives des locataires et des usagers, qui aujourd'hui, sous le couvert de consensus acceptent toutes conditions dictées par le gouvernement actuel sans broncher. Nous ne reprochons pas au gouvernement d'avoir légiféré sur les travaux de cette commission, nous lui reprochons de tenter de faire croire que ce sont eux qui ont trouvé la panacée universelle, et d'avoir oublié par là même l'ensemble des luttes menées par les adhérents des associations d'usagers contre les gouvernements de l'époque et leurs vils serviteurs que sont les Fédérations de propriétaires.

Il est pénible de constater que les associations qui ont

participé à ces luttes aient oublié aujourd'hui et acceptent d'être récupérées ; ce qui démontre bien qu'elles sont devenues la courroie de transmission des organisations politiques, et ceci malgré leurs déclarations contraire depuis de nombreuses années. Nous retrouvons actuellement le même problème au niveau des syndicats ouvriers.

En fait, si la place nous était accordée nous pourrions démontrer également que sur des points importants de cette loi, ces derniers existaient déjà dans le Code civil, mais qu'ils n'étaient pas mis en application.

Comment peut-on affirmer que cette loi est un progrès social, alors même que le gouvernement actuel — de gauche et socialiste — se refuse à la nationalisation ou municipalisation des sols, unique moyen pour combattre le prix de la construction, et par voie de conséquence, les prix des loyers.

Autre erreur de ce gouvernement : la vente d'une partie du patrimoine H.L.M. aux locataires. Cela n'est pas nouveau ! Cette possibilité existait déjà par le passé, mais ce qui nous paraît dangereux, c'est le fait que ces appartements ne correspondent plus aux normes de construction actuelle (isolation thermique et phonique, etc.) que leurs qualités ont été reconnues par les responsables actuels du gouvernement et que, malgré une remise en état, cela n'empêchera pas la vétusté des lieux. Qui plus est, ces immeubles sont implantés dans des zones défavorisées sur l'ensemble des plans : travail, école, commerce, ou possibilités d'épanouissement personnel.

Il est important de remarquer que ces appartements vont être vendus à des familles

aux ressources modestes, voire même des retraités et qu'ils n'auront pas les moyens d'entretenir les lieux construits avec des matériaux de qualité médiocre. Quand on connaît le coût des travaux à l'heure actuelle, on peut, sans se tromper, affirmer que dans quelques années nous nous trouverons devant des taudis en béton comme aux Etats-Unis et en Angleterre. Ainsi des familles qui auront fait l'acquisition de leurs logements par cette méthode se trouveront face à un capital qui diminuera rapidement et qu'ils ne pourront transmettre à leurs enfants.

Il aurait été préférable, pour le gouvernement socialiste d'atteindre la promesse faite par le président de la République lors de sa campagne présidentielle, prévision de 500 000 logements par an, alors même qu'en 1982 on atteignait péniblement les 350 000 logements, chiffres que nous ne pourrions voir réalisés en 1983 et encore moins en 1984. (Bonjour, les chômeurs !) Certains affirmeront que les systèmes de prêts ont permis à un plus grand nombre de familles d'accéder à la propriété. Cela reste à vérifier dans la réalité. Mais une chose est certaine, nous estimons que la priorité d'un gouvernement est de défendre en premier lieu le logement social (H.L.M.) avant le droit à la propriété.

Nous ne nous contentons pas du droit au logement pour tous, mais nous revendiquons également un logement de qualité égale pour tous, ainsi que le choix du lieu où l'on veut vivre. Un tel programme implique une véritable prise en compte du logement social. Et, nous réaffirmons avec force que la propriété est un luxe face à la crise internationale que nous subissons actuellement.

(1) Proposition de loi inscrite à l'Assemblée nationale sous le n° d'ordre 889, document diffusé le 30 janvier 1979.

G. Alvarez  
Membre  
de l'association  
des locataires  
des Tours  
T.E.A.M.,  
anime sur R.  
les émissions  
sur le logement

Le pouvoir a franchi un pas de plus dans la répression contre les squatts. Jamais les « squatts associatifs » n'avaient eu à subir une telle violence policière lors des précédentes expulsions.

La prise d'assaut de l'usine occupée du 4, rue des Dunes, Paris 19<sup>e</sup>, par les C.R.S. marque la détermination de l'union sacrée « gouvernement socialiste-mairie de Paris » d'anéantir dans l'œuf toute tentative de recréer des espaces de vie et de lutte dans la capitale.

Dans les colonnes du *Monde libertaire*, nous exprimons souvent le peu de différence que nous constatons entre droite et gauche au pouvoir. La façon dont chiraquiens et socialistes s'accordent aujourd'hui pour écraser le mouvement des squatts apporte un peu plus d'eau à notre moulin.

## UNION SACRÉE CONTRE SQUATT

Jésus a avorté dans un squatt

Vendredi 23 décembre, à 6 h 30 du matin, une trentaine de sympathisants des « squatts associatifs » se rassemble devant le squatt ouvert la veille au soir. « Jésus est né dans un squatt » proclame une banderole aux fenêtres. Pas un casque à l'horizon. A 8 h, une fanfare démarre de la Place-des-Fêtes, direction la rue des Dunes. Le moral est au plus haut... à 9 h, un camarade de Radio-Libertaire qui a passé la nuit dans les squatts arrive, crevé, mais radieux au studio, pour donner les premières nouvelles sur la situation. On n'ose pas encore y croire... les flics ne sont pas venus. Et, à 10 h 30, c'est la douche froide : les C.R.S.

se sont lachés. La Régie immobilière de la ville de Paris a déposé une plainte, ayant racheté ces locaux occupés par les squatters. Les sympathisants et militants restés dans la rue sont sauvagement matraqués, les grenades lacrymogènes pleuvent sur les manifestants... Des blessés sont conduits à l'hôpital, dont un, sérieusement touché à la tête par un coup de matraque plombée. Le portail de fer est enfoncé par un bulldozer de la police... Les squatters, du toit où ils se sont réfugiés, ripostent à coup de cocktails molotov. Le bulldozer recule, en flammes ! Le commissaire demande alors qu'un responsable descende pour négocier. Frédéric Joyeux accepte, mais c'est pour s'entendre dire : « On ne discute pas ! On cogne ! », avant d'être violemment frappé et embarqué. Les C.R.S. s'engouffrent dans l'usine à 11 h 45, les occupants sont expulsés, avec toute la douceur qu'on imagine de la part des flics fous de rage. C'est vrai, les pauvres n'ont plus l'habitude, depuis longtemps à Paris, de tomber sur une résistance !

Bilan : 24 interpellations, 3 inculpations. Frédéric Joyeux, dit Vaïma, sera relâché sous contrôle judiciaire, tandis que Claude Hammouche et Daniel Gambois resteront incarcérés jusqu'au lundi 29, avant d'être mis en liberté provisoire en attendant d'être jugés. Motif des inculpations : rebellions, fabrication et détention d'engins incendiaires, etc. Par contre, aucune inculpation de violation de domicile n'est signifiée. Le « 4, rue des Dunes » est tombé, avant les 48 h qui auraient engagé la procédure légale d'expulsion et permis de gagner du temps.

L'union sacrée contre l'intelligence

Si, pour la première fois, les squatters associatifs ont utilisé la violence — on pourrait parler d'autodé-

fense — pour se faire entendre, les journaux du lendemain ont, dans l'ensemble, insisté sur la brutalité de l'intervention policière, ce qui est peu courant dans ce genre d'affaire. Ce qui est évident, c'est que la présence de responsables du P.S.U., de la C.G.L. (Confédération générale du logement), de certaines radios libres, de journalistes, etc. n'a pas empêché le pouvoir d'aller jusqu'au bout dans sa logique de répression. Gouvernement P.S. et mairie de Paris sont absolument déterminés à interdire toute réouverture de squatts (« Paris ne sera jamais Berlin ! »), quittes à marcher main dans la main, pour une fois sans la plus petite divergence. Comment peut-on en être surpris ?

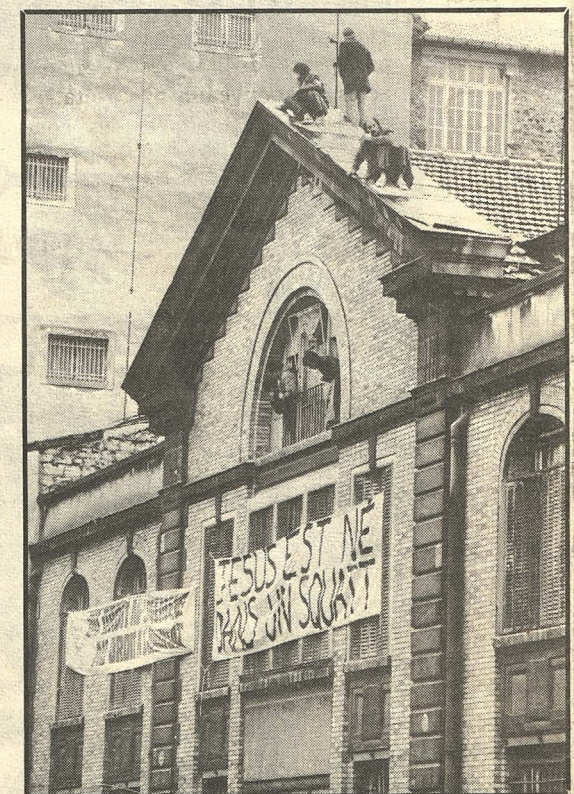
Mais autour du mouvement squatter, les récents événements montrent que des gens d'horizons très divers se regroupent, par-delà leurs différences, pour apporter leur soutien à ceux qui posent les problèmes du logement, de la spéculation immobilière, de la réappropriation de l'espace urbain, bref à ceux qui tentent de reprendre leur vie en main.

Il est certain que les prochaines ouvertures de « squatts associatifs » vont être très dures, face à une telle volonté de destruction et de « pacification » de la ville. De plus, la mairie de Paris tente de diviser le mouvement, en proposant à certaines associations expulsées de « négocier ». Une nouvelle bataille de l'intelligence contre la société de profit et la raison d'Etat a commencé... Il faut la gagner !

Gil  
Gr. Libertad

Pour tous contacts et soutiens :  
• C.A.F.E. : 120, rue de Crimée, 75019 Paris. Tél. 245.60.15.  
• Permanence « Expulsions » : 8, rue des Orteaux, 75020 Paris. Tél. 356.08.85.

Photo Geneviève Beauzle.



## CETTE NUIT D'AVANT NOËL

**A**UJOURD'HUI, ministres de la mort je ne militerais pas. Analyses, combat, aujourd'hui, je vous méprise trop, pour vous penser sincère. Poème de l'écrit, poème de l'image... autodafé. Vos prisons nous regorgent parce que cette encre de sang qui coule de la plume du poète envahit tous les cœurs. Un combat se brise ; cette tache de cette encre de sang, vous ne la laverez pas.

Cette nuit-là, ils m'amenèrent dans leur palais endormi, lieu de rêves... et l'on ne pouvait voir l'ensemble de ses salles immenses, de ses escaliers qui allaient de l'une à l'autre.

Imprégné de la chaleur du bois de la construction, le silence régnait ; la belle au bois dormait encore, et seule veillait la salle de garde.

Tout en bas, nous installâmes la sono et ils tirèrent les fils jusque sur le toit où ils placèrent les haut-parleurs. Ils avaient les yeux émerveillés de ceux qui reconstruisent les mondes ; jamais, je ne fut envahi d'une telle plénitude, comme si les murs communiquaient avec nous du plaisir de revivre.

Au milieu de la nuit, les premiers journaux. Joie ! Eric avait bien fait les choses. Pain frais du petit matin.

Une musique calme commença à descendre doucement des toits, et d'une voix sereine, Martine parla au voisinage.

Plus tard, quand la fête vint nous rejoindre, la musique devant, les copains derrière, des rumeurs alarmantes suivirent. Instinct de bête trop souvent traquée. C'est fini ! Une seule chose à faire : empêcher que le silence ne retombe sur eux.

Je partis au studio de la radio — libertaire ! —, mais pour l'avoir partagé, j'avais encore cet espoir imbécile de les voir réaliser leur rêve.

Les bêtes malfaisantes arrivèrent derrière leur machine de guerre, brisèrent la fête, effaçant les sourires à grands coups de matraques, tandis que des toits descendait la voix tranquille de Martine assurant du pacifisme des enfants du château. Leur engin imbécile défonçant l'entrée, les cloportes envahirent le rêve d'une nuit. Elles se retirèrent en amenant les occupants.

Plus tard, dans la journée, du haut de son indifférence, une autorité fit détruire le toit.

Il y avait un lieu magnifique que le premier artiste venu pouvait changer en palais des merveilles, il y avait une éternelle jeunesse — de ceux qui ont dans les yeux l'envie de refaire le monde —, il y avait l'espoir de ceux qui attendaient que cette éternité-là leur réapprenne la vie.

Mais, il y avait, le pouvoir et ses pantins sanguinaires qu'il agit au bout de ses ficelles. Il les a envoyés, ces forces du malheur, elles ont frappé pour blesser et meurtrir.

Et vous ? Ne vous arrive-t-il pas d'être réveillé en pleine nuit par cette angoisse ? Par cette désespérante angoisse de savoir que nous sommes gouvernés par des fous dangereux.

Servin

LA NOUVELLE CULTURE EST ARRIVÉE

**L**A tension est grande aujourd'hui à Béziers, entre d'un côté le mouvement associatif, soutenu par les forces de gauche, et de l'autre la municipalité de droite. Un des premiers actes concrets de cette dernière a été de dénoncer le poste de directeur de la Maison pour tous, affiliée à la Fédération française des M.J.C.

### Changement de propriétaire

Béziers, avant mars 83, était dirigé par Paul Balmigère, maire communiste. En mars, à la surprise générale, c'est la droite, sous la houlette de M. Fontès, qui enlève la mairie. M. Fontès, bien qu'ayant passé quelque temps au Parti socialiste, n'a pas hésité à faire entrer au sein du conseil municipal des éléments d'extrême-droite.

Dans les milieux associatifs, des rumeurs, des craintes commencent à circuler. Il est vrai que dans de nombreuses villes passées à droite, les premiers actes des nouveaux propriétaires consistent à dénoncer les conventions liant les municipalités à la Fédération française des M.J.C. Certains ont cru à Béziers que M. Fontès, qui veut se donner une allure de libéral, n'entrerait pas en conflit ouvert avec les associations locales. La preuve, le poste de directeur de la Maison pour tous, après huit mois, n'était toujours pas dénoncé. Il s'en est trouvé pour prôner le dialogue. A la vue des derniers événements, ils ont du déchanter.

### Premier mouvement

La Maison pour tous ouverte récemment sur la Z.U.P. de Béziers a été au cœur de bien des débats politiques. La droite reproche à la gauche, à la fois, l'investissement financier pour la construction de cette maison,

mais aussi la politique culturelle « marxiste » de l'association l'administrant.

Dans sa convention, la Maison pour tous ne doit pas prêter ses salles à des mouvements politiques. C'est pourquoi, lorsqu'elle a reçu une demande du Comité d'action républicain, elle a refusé. Malgré ce refus, quelle ne fut pas la surprise de voir les murs de Béziers recouverts d'une multitude d'affiches qui annonçaient, pour le vendredi 9 décembre, la venue d'un dirigeant du C.A.R. à la Maison pour tous. Il faut dire que sur cette affiche, les lettres les plus grosses, les plus voyantes, étaient celles indiquant le lieu.

Les animateurs ont cru bon de mettre à la fois le maire et le sous-préfet devant leurs responsabilités. Certains ont cru que Fontès calmerait ses extrémistes. Il n'en fut rien. Le 9 décembre, le C.A.R. investissait de force la Maison pour tous. Les forces de l'ordre étaient absentes.

### Souvenir

Ceci n'est pas sans rappeler une situation que nous avons vécue il y a deux ans. Au cours d'un week-end du Ciné-Club sur le thème de « la guerre d'Algérie », un commando musclé avait interdit la projection de certains films. Ce sont les mêmes personnes, qui ont investi la Maison pour tous. Des spécialistes du coup de poing qui recrutent parfois à la sortie de la prison. Le cinéma où se déroulaient les projections a été plastiqué.

La Maison pour tous subira-t-elle le même sort ?

### Riposte

Face à cette situation et aux menaces qui pèsent sur le mouvement associatif : suppression de subventions, de salles, tentatives de prise de pouvoir au sein des conseils d'administration, s'est créé le Comité pour la liberté d'expression et d'association.

Le C.L.E.A., avec le soutien d'organisations culturelles, syndicales et politiques, a appelé à manifester le lundi 19 décembre. Cinq cents personnes étaient présentes. Une délégation a été reçue par le maire, qui a promis de s'en prendre aux extrémistes, mais, qui a aussi annoncé pour le prochain conseil municipal la dénonciation du poste de la Maison pour tous.

Ce qui nous a un peu gêné, dans cette manifestation, c'est la récupération évidente par le P.S. et le P.C. du mouvement. Certes, ils ont amené du monde. Mais il ne faut pas oublier, que sous la précédente municipalité, les associations regroupées au sein de l'O.B.A.C., ont du se battre fermement pour conserver leur autonomie face à un pouvoir municipal de gauche, qui voulait tout contrôler.

Aujourd'hui, ayant perdu le pouvoir, les partis de gauche se retrouvent les défenseurs acharnés du mouvement associatif et de la liberté d'expression. Leur soutien très opportuniste, aux odeurs de cuisine politicienne, nous fait bien sourire.

### Midi libre : presse objective

Encore une fois, nous avons pu juger de l'objectivité du quotidien régional d'informations, le *Midi libre*, du groupe Hersant. Le pisse-copies de service s'est fendu d'un article bien senti : « Trois cents personnes, ce n'est pas une mobilisation ! ». Ce que le *Midi libre* semble oublier, c'est que le C.A.R. a peut-être collé 5 000 affiches pour appeler à sa réunion publique, résultat : moins de soixante personnes. Pour la manifestation du lundi, quelques tracts, pas une seule affiche : cinq cents personnes.

### Deuxième mouvement

Le mouvement associatif était convié à se rendre au conseil municipal du jeudi 22. Surprise ! Le retour des C.R.S. — au moins cinq cars — et quelques gros bras — leurs copains, pas des demi-portions. Les premiers étaient là pour assurer — sans doute — la protection des seconds, qui avaient pris les meilleures places dans la salle du conseil municipal pour pouvoir mieux voir et entendre, et qui avaient peur des représailles de leurs camarades de gauche à qui il ne restait plus que quelques strapontins. L'ancien maire communiste, aujourd'hui conseiller municipal, a du pousser une « gueulante » pour pouvoir gagner sa place sous les injures. Où est l'apaisement souhaité par M. Fontès ? Est-il débordé par l'extrême-droite qui tente d'imposer ses positions en matière culturelle par la force. Ou se sert-

il de l'extrême-droite pour nettoyer les milieux associatifs des éléments de gauche, tout en conservant son image de libéral ? L'avenir proche nous renseignera !

### Perspectives

Des actions vont être menées sur le plan juridique, pour entraver les décisions du conseil municipal et retarder les échéances. D'autre part, certains veulent s'engager sur un terrain politique, en s'appuyant sur les quelques conseillers de gauche. Il est permis de douter de l'efficacité de cette pratique.

Deux dates vont être décisives début 84 ! D'abord celle où le budget de la culture va être voté. Pour certaines associations c'est la guillotine ! On y verra plus clair quant à la politique culturelle de la municipalité. Ensuite Le Pen du Front national doit nous rendre une petite visite à Béziers. Où haranguera-t-il ses troupes ? On peut penser que ce sera à la Maison pour tous. Un nouveau coup de force en vue ! La gauche, de son côté, est décidée à réagir, s'il y a une nouvelle agression de l'extrême-droite. La riposte sera-t-elle à la mesure de l'agression ? L'hiver risque d'être rude à Béziers !

Gr. de Béziers

Claude

# L'O.L.P. FACE AU PEUPLE PALESTINIEN

UN nouvel épisode de la tragédie historique vécue par le peuple palestinien s'est achevé à Tripoli par l'évacuation des résistants fidèles à Yacer Arafat. Quoi qu'on pense de celui-ci comme dirigeant de la résistance palestinienne, quelque opinion qu'on ait de son rôle politique et militaire, l'homme ne peut laisser indifférent lorsqu'en première ligne, au milieu de ses derniers partisans, tout paraissait s'écrouler autour de lui, et que cependant il restait ferme comme un roc.

Les dirigeants d'Israël, pour justifier leur refus permanent de considérer comme interlocuteurs valables les représentants de l'Organisation de libération de la Palestine, les dénoncent comme terroristes et assassins. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'ils ont la mémoire courte, ou qu'ils font semblant d'avoir oublié leur propre passé.

Combattant aujourd'hui  
Oppresseur demain ?

Il y a trente ans paraissait en français chez Plon un ouvrage intitulé *La révolte d'Israël*. Son auteur, alors totalement inconnu du public de ce pays, est Menachem Begin. Celui-ci évoque à sa manière dans ce livre le combat qu'avait mené en Palestine peu d'années auparavant le groupement clandestin et armé dont il était le chef, l'Organisation militaire nationale, également désignée par son appellation hébraïque Irgoun Zvai Leoumi, qu'il présente comme « le premier élément d'une puissance hébraïque ». Nous citerons un extrait du chapitre III, intitulé « Une armée clandestine » :

« Nos ennemis nous appelaient des « terroristes ». Des gens qui n'étaient ni nos amis ni nos ennemis, comme le correspondant du New York Herald Tribune, se servaient aussi pour nous désigner de ce mot d'origine latine, soit parce qu'ils avaient subi l'influence de la propagande anglaise, soit par habitude. Nos amis comme l'Irlandais O'Reilly, préféraient, ainsi qu'il l'écrivit dans une lettre, « devancer l'histoire » et nous désigner par un mot plus simple, lui aussi d'origine latine : le mot « patriotes ». Le général Mac Millan, qui avait succédé au général Barker à la tête des forces du G.O.C. en Israël, pensa, lui, que « terroristes » était encore trop bon pour nous. Il estimait que ce vocable impliquait une certaine auréole d'héroïsme, et pouvait inspirer de la peur aux troupes britanniques. En conséquence il ordonna que le mot « terroristes » ne fût plus employé,

et remplacé par « meurtriers », « apaches » et autres désignations aimables puisées dans le vocabulaire des chambrées. Toutefois l'ordre qu'il donna ne changea rien. La presse anglaise et les troupes anglaises continuèrent à nous désigner par le mot qui, dans l'esprit de cet officier supérieur, suggérait de la bravoure dans no-

demain ministres, députés, généraux, chefs des troupes de sécurité, hauts fonctionnaires, juges, etc. et qui à leur tour, entraînés par la logique de leurs nouvelles fonctions, traqueront d'autres maquisards, qu'ils flétriront des noms de « tueurs » ou « hors-la-loi ». L'histoire contemporaine fourmille d'exemples. Staline qui,

Solidarité à sens unique

Opprimés et exploités à outrance en Israël, considérés à la fois comme utiles et dangereux en Jordanie et en Syrie, trahis par l'Égypte et la Libye, mitraillés au Liban tout à la fois par les Israéliens, par les phalangistes chrétiens et même par des compatriotes à la solde des Syriens, les Pales-

sommes spontanément et de tout cœur avec le peuple palestinien, qui est aujourd'hui la victime, contre ses bourreaux.

O.L.P. et peuple palestinien

S'il est évident que nous ne pouvons pas soutenir en tant que tels l'O.L.P. et les autres mouvements palestiniens, puisque leur projet est de fonder un Etat palestinien, il ne l'est pas moins que nous considérons comme légitime l'espoir de libération qui anime le peuple palestinien. Nous ne saurions être neutres face à une lutte où s'opposent ceux qui cherchent à échapper à l'oppression dont ils sont victimes et ceux qui s'efforcent de les maintenir dans la sujétion.

On connaît notre hostilité de principe à toute forme de pouvoir d'Etat, notre opposition idéologique à tout mouvement qui, explicitement ou implicitement, poursuit l'instauration d'un système social dont l'épine dorsale serait un appareil d'Etat.

Notre position théorique à cet égard ne souffre aucune exception. Il n'y a pas pour nous de « bon » Etat opposé aux « mauvais ». Il n'y a donc pas de mouvement ou parti poursuivant l'instauration d'un système d'Etat avec lequel nous pourrions composer.

Or, à la lumière de son expérience particulière de ces trente-cinq dernières années, dans ce Proche-Orient mosaïque de peuples et de religions, les Palestiniens devraient rechercher des solutions novatrices qui produiraient peut-être un effet d'entraînement dans cette région du monde, en dehors des sentiers battus de l'étatisme, qu'il soit juif et démocratique comme Israël, musulman et autoritaire comme la Syrie, multi-confessionnel, mais en réalité tenu par les Chrétiens maronites, et libéral comme au Liban. L'histoire de l'Etat nous enseigne que la caste militaire est souvent à son origine. L'O.L.P. revêt d'excellents critères pour devenir demain l'élément constitutif essentiel d'un Etat palestinien qui sera aussi oppresseur et dominateur que l'Etat monothéiste juif d'Israël. Que le peuple palestinien ne compte donc pas sur l'O.L.P. pour promouvoir des notions tels le fédéralisme libertaire, les relations contractuelles entre groupes de producteurs et communautés ethniques, dans le respect des croyances, ou l'abolition du salariat ! Ces notions, c'est au peuple palestinien lui-même de les faire vivre !

G. Lesemeur



Après l'échec militaire, vers l'action diplomatique ?

tre camp et de la crainte chez ses propres soldats. On pourrait assurément trouver à cela une explication psychologique. Et pourtant nous n'étions pas des terroristes.

L'origine historique et linguistique du mot « terreur » — pris dans son sens politique — prouve qu'il ne peut pas s'appliquer à une guerre révolutionnaire de libération, si ce n'est épisodiquement. Car une révolution ou une guerre révolutionnaire ne tend pas à instaurer la peur. Son objectif est de renverser un régime et de mettre un nouveau régime à sa place. »

Y a-t-il une seule phrase de ce texte de Menachem Begin que Yacer Arafat, s'il écrit ses mémoires, ne puisse reprendre à son compte pour l'O.L.P., en changeant simplement les noms de personne, les adjectifs de nationalité et le sigle militaire désignant l'adversaire, ainsi que le titre du journal cité ?

Pourtant, nous savons que parmi ces combattants palestiniens, aujourd'hui pourchassés, à tout instant menacés d'être emprisonnés, torturés et fusillés, il en est peut-être qui seront

s'il ne fut jamais maquisard, fut des années durant militant clandestin et déporté sept fois en Sibérie, avant de devenir, bien plus tard, « le Père des peuples », grand massacreur de paysans ou d'ouvriers rebelles et d'opposants politiques de toutes sortes. Ou Tito, qui dirigea une fraction de la résistance yougoslave contre l'armée allemande d'occupation, errant de refuge en refuge, manquant être pris dix fois, avant de devenir dirigeant suprême par l'intermédiaire du Parti communiste et de liquider tous ses adversaires politiques. Et ainsi Castro à Cuba, ou Boumédiène, qui fut d'abord chef fellagha, luttant contre l'armée française avant d'évincer ses anciens compagnons de lutte, devenus des rivaux au lendemain de l'indépendance, pour être reconnu comme le chef unique et incontesté de l'Algérie nouvelle. Et même ce Khomeiny, qui ne fut jamais maquisard mais, persécuté, qui dut fuir son pays pour échapper aux tueurs de la police iranienne, avant de devenir l'inspirateur et le guide du régime sanglant de la République islamique. Et tant d'autres encore !

tiniens devraient méditer, si ce n'est déjà fait, le type de solidarité dont ont fait preuve les Etats arabes. Il ne suffit pas, pour ces derniers, de financer l'O.L.P. et d'offrir des terres d'accueil à la diaspora palestinienne pour prouver activement son soutien à la lutte.

Si les Etats arabes ont une attitude qui confine parfois à la démission vis à vis du peuple palestinien, c'est que l'O.L.P. a cherché à être politiquement indépendante de toute tutelle de pays « frère ». L'exemple de la Syrie, le dernier en date, est significatif : la Saïka, organisation palestinienne pseudo indépendante et contrôlée par la Syrie, étant inefficace, c'est en manipulant des dissidents de l'O.L.P. que le gouvernement de Damas a réglé le problème palestinien au Liban en créant les conditions d'une évacuation de Tripoli par Arafat et ses combattants.

Soutien à l'O.L.P., oui, mais une O.L.P. contrôlée et soumise aux intérêts primordiaux des Etats arabes ! Et Khadafi a apporté la caution libyenne à la Syrie en expédiant un contingent se battre aux côtés des dissidents. C'est pourquoi nous



# LIBÉREZ OMORI !

**N**OUS avons reçu récemment une publication du W.R.I. au Japon nous informant de l'affaire Omori. Omori est un compagnon anarchiste qui a été arrêté, le 8 octobre 1976, suite à un attentat au siège du gouvernement régional d'Hokkaido, le 3 février 1976. Son procès débuta le 8 février 1977 et le 2<sup>e</sup> mars de cette année, il est condamné à mort. Janvier 1984 marque la date limite pour faire appel de ce jugement. Voici la traduction du tract qui relate toute cette affaire.

— M. X : Je reviens juste de vacances. J'ai été en Ainumoshiri, tu connais ?

— M. Y : Oh ! Quelque part à l'étranger, hein ? Joli nom !

— M. X : Mouais, à l'étranger en quelque sorte. On appelle parfois cet endroit Hokkaido (1) ! Nous avons été entendre le verdict du tribunal régional à propos d'Omori. Tu connais ?

— M. Y : Lui ! C'est le type qui a été condamné à mort pour avoir déposé une bombe au siège du gouvernement régional d'Hokkaido, n'est-ce pas ? Une affaire horrible ! Si je me rappelle bien, les journaux disaient qu'il y avait eu deux morts.

— M. X : Mmh, allons prendre une tasse de thé, si tu veux bien. Omori est vraiment sympathique, tu sais, et tellement plein de vie. On ne dirait jamais qu'il a passé sept ans en prison pour quelque chose qu'il n'a pas commis. Je veux dire que c'est vraiment évident qu'il ne l'a pas fait : même ses gardiens le reconnaissent, sans parler des journaux. Le seul témoignage qu'ils ont est celui d'un individu qui a « remarqué » Omori la nuit où la bombe a explosé.

— M. Y : Mais ils doivent bien avoir une quelconque preuve, ou quelque chose, n'est-ce pas ?

— M. X : Dis-moi : est-ce qu'il y a un extincteur dans ta maison ?

— M. Y : Hein ! Euh, ben non... mais je...

— M. X : La voilà, la preuve ! Si tu n'as pas d'extincteur, cela signifie que tu l'as, sans aucun doute, utilisé pour faire une bombe ! Tu prends du sucre, avec ton café ? Tu as une radio à piles ?

— M. Y : Oh, arrête. Des extincteurs, du sucre, des piles : qu'est-ce que tout ceci a à voir avec la fabrication d'une bombe ?

— M. X : C'est-ce que Omori a répondu, et regarde où il en est ! Il a été condamné à mort pour avoir sucré et des piles, et pas d'extincteur.

— M. Y : C'est impossible... C'est comme si on disait que « le manque de témoignage prouve la culpabilité » !

— M. X : C'est dingue, hein ? Voici maintenant leu-

seule autre « preuve ». Sur la déclaration qui a été reçue après l'explosion, il y a un petit signe écrit à la main. Et, simplement parce qu'aucun expert n'a pu affirmer qu'Omori ne l'avait pas écrit, le juge a estimé que cela prouvait qu'il l'avait fait !

— M. Y : Qu'est-ce que c'est que ce tribunal ? On dirait qu'ils voulaient purement et simplement le tuer. En principe, le bénéfice du doute devrait jouer en faveur de l'accusé ; ou je ne y comprends plus rien ?

— M. X : Oui, mais la loi dit que le juge peut interpréter les témoignages (ou leur absence) comme il veut. Son impression subjective peut même remplacer un témoignage !...

— M. Y : Tu veux dire qu'il peut condamner quelqu'un à mort uniquement parce que sa tête ne lui revient pas ?

— M. X : Exactement. Et tu sais, après avoir lu la sentence de mort et abaissé son marteau, le juge principal tourna vers les deux autres juges un visage, véritablement, plein de hargne !

— M. Y : Mais pourquoi le haïssaient-ils tant, si, de fait, il n'avait pas déposé la bombe ? Je veux dire que, même eux, ils avaient l'air de savoir qu'Omori ne l'avait pas fait !...

— M. X : Eh bien, il a tout d'abord refusé de répondre à toutes les questions qui lui furent posées lors de son interrogatoire. Ils n'ont pas aimé cela. Ils n'ont même pas pu le forcer à faire une fausse confession, comme ils le font d'habitude.

— M. Y : Mais... la loi dit que vous n'êtes pas obligé de répondre aux questions !

— M. X : Oh oui ! Mais ils ont déclaré que, s'il ne disait rien, cela prouvait qu'il l'avait fait aussi, parce qu'il ne voulait pas l'admettre. Et puis aussi, Omori a dit à l'audience que, bien qu'il n'ait pas déposé cette bombe, il était solidaire de cet acte car il pensait que c'était une bonne chose que cette bombe ait éclaté au siège du gouvernement régional. Ensuite il a essayé de frapper le juge...

— M. Y : Mais, on ne peut pas être condamné à mort pour ça ! Cela ressemble tout à fait à ce procès pour haute trahison en 1911, où Kotoku, Shusui et onze autres anarchistes furent pendus pour la seule raison qu'ils étaient anarchistes !...

— M. X : Stupéfiant, non ? On condamne encore les gens à mort parce qu'ils ne pensent pas comme il faut...

— M. Y : Mais pourtant, il en était solidaire, n'est-ce pas ? Bien que des gens aient été tués. J'ai bien peur que, avec les bombes...

— M. X : Non, mais écoute un peu. Regarde l'Amérique. Tout ce tapage sur le « Nouveau Monde » et tout. Les Etats-Unis ont été construits sur les cadavres des Indiens, uniquement parce qu'ils n'étaient pas blancs !

— M. Y : Quel rapport avec...

— M. X : Le Japon a fait exactement la même chose avec les Ainu en Hokkaido, tu ne savais pas ? Le Japon : c'est-à-dire des Japonais comme toi et moi. Ainsi, le gouvernement régional d'Hokkaido est pour les Ainu exactement ce qu'est la Maison Blanche pour les Indiens ou ce qu'était le Gouvernement général de Corée pour les Coréens quand la Corée était une colonie japonaise. Aujourd'hui, l'Hokkaido est encore une colonie japonaise. Même le mot « Hokkaido » est japonais. Les Ainu l'appellent Ainumoshiri, ce qui veut dire « un endroit pour vivre », car le mot « Ainu » veut dire « les gens ». De fait, ils n'ont pas de mots tels que « nation » ou « pays ». Ils vivaient là, tout simplement. Les Japonais les envahirent après la Restauration Meiji en 1868, les considèrent comme des « indigènes », prirent tout ce qu'ils avaient, utilisèrent les hommes comme esclaves, violèrent les femmes et essayèrent de les exterminer en les mélangant, en les faisant combattre dans les guerres, etc. Maintenant les Ainu disent que les Japonais doivent retourner d'où ils viennent et arrêter de se conduire en conquérants.

— M. Y : Et bien ! Si on considère les choses comme cela, il ne doit pas être étonnant qu'une bombe ait été jetée contre le siège du gouvernement régional d'Hokkaido — non pas que je l'aurais fait moi-même, bien sûr ! Mais... il ne doit pas rester beaucoup d'Ainu de « pure race », non ?

— M. X : Ce n'est pas la question, idiot ! Combien y a-t-il de Japonais de « pure race » ? Il suffit d'aimer l'Ainumoshiri et ce qu'elle défend ! Omori, par exemple, n'est pas un Ainu, mais un Shamo — c'est le nom



« Espèce de salaud ! Tu ne veux pas répondre parce que tu as peur de dire que tu l'as fait ! »

que les Ainu donnent aux Japonais — mais il ne pouvait s'empêcher de penser à tous les Ainu qui furent tués pendant la colonisation d'Hokkaido par les Shamo. C'est pourquoi il était solidaire de cet attentat à la bombe, parce qu'il comprenait ce que les Ainu ressentent. Et, c'est ce qui, par dessus tout, a énermé les juges. Il dit que pour être révolutionnaire, il faut être anti-Japonais. Les Japonais pensent depuis toujours qu'ils sont différents des autres, et meilleurs qu'eux, et cela donne des choses comme les atrocités des temps de guerre et un impérialisme sans pitié. Et cela continue de nos jours — au moins économiquement parlant — en Asie du Sud-Est. Ainsi Omori n'était pas jugé en fait pour l'attentat à la bombe, mais pour ses idées. Juste parce qu'il ne voulait pas être Japonais...

— M. Y : Tu veux dire qu'il était une espèce de « traître », défendant les Ainu contre le Japon ?

— M. X : Tu es en train de comprendre ! Mais le problème est qu'il faut agir vite ou alors Omori sera pendu. Il n'a pas beaucoup de soutien au Japon, en partie à cause de la situation isolée de l'île d'Hokkaido, en partie à cause de l'accusation d'attentat à la bombe — bien qu'il ne l'ait pas effectué —, mais surtout parce que penser à la répression dont les Ainu sont l'objet amène les Japonais à penser qu'ils sont Japonais, et ont donc leur part dans cette répression. Et cela touche un nerf qui est à vif, surtout pour les Japonais vivant en Hokkaido.

— M. Y : Oui, mais pourquoi ne pas demander à des « non-Japonais » de nous aider ? Je pense que si ils pouvaient organiser des meetings de protestations, envoyer des lettres aux ambassades japonaises de leurs pays, etc., alors le gouvernement japonais serait réellement embarrassé car il déteste la mauvaise publicité et il déteste être critiqué par des étrangers, surtout par des gouvernements étrangers. Qu'en penses-tu ?

— M. X : Excellente idée ! Le gouvernement ne peut pas se permettre de s'engager trop en avant à propos de ce procès — tu penses : quelqu'un qui est sur le point d'être pendu pour quelque chose qu'il n'a pas commis, dans un pays démocratique ! Il sera sur la sellette ! Tu vois, nous avons organisé ici en 1978 une grande campagne de soutien pour Noël et Marie Murray — des anarchistes irlandais — condamnés à mort comme Omori uniquement pour leurs idées anarchistes. Le gouvernement irlandais a commué leurs peines, peu après, ce qui prouve que ça marche.

— M. Y : Qu'est-ce que nous attendons ? Rentrons et faisons tout de suite un tract en anglais, avec beaucoup de dessins — de toute manière, le procès Omori est si incroyablement truqué que c'en est vraiment une caricature. Mais par contre, il est difficile d'en rire !...

W.R.I. Japan

(1) Hokkaido est la plus septentrionale des quatre grandes îles dont est principalement constitué le Japon. Sapporo en est la ville principale.



« Du sucre, des vis, des piles : pris en flagrant délit avec du matériel de fabrication de bombes ! »

# AUTOUR D'ÉLISÉE RECLUS

**D**ANS *Le Monde libertaire* n°511, la note de lecture sur l'étude de *Les libertaires et la langue bretonne*, évoquait l'influence anarchiste en Bretagne, signalait la traduction en breton de la brochure *A mon frère le paysan* du géographe anarchiste Elisée Reclus (1830-1905). Juste retour des choses, nous présentons cette semaine des extraits de cette petite brochure, d'après l'édition de 1914 vendue à l'époque un sou (à peu près 1 F 50 d'aujourd'hui). Et en complément des extraits d'une biographie de son auteur par Han Ryner, tiré de la brochure mensuelle de janvier 1928 (1). Ces extraits insistent sur la première partie — la moins connue par les anarchistes sans doute — de la vie de l'auteur de *L'Homme et la terre* (2).

(1) Des collections, plus ou moins importante, de la Brochure mensuelle sont en vente à la librairie du Monde libertaire.

(2) A la même adresse, *L'Homme et la terre* (les deux tomes : 60 F), *L'Evolution, la révolution et l'idéal anarchique* 35 F, *La Pensée reclusienne* 3 F, *Les Frères Reclus* par Paul Reclus 15 F.

**E**LISÉE Reclus est le second fils d'un pasteur protestant, très noble de caractère, qui a toujours vécu selon sa foi profonde et à plusieurs reprises a sacrifié ses intérêts à sa croyance. Elisée a donc de qui tenir pour la pureté et la fermeté. Son enfance se passe pour la plus grande partie en Allemagne, chez les frères Moraves. Après y avoir été élevé, il y est quelques temps professeur. Puis sa jeunesse vagabonde campe à Londres, aux Etats-Unis, dans l'Amérique du Sud. Revenu en France, son mépris pour le Second Empire le jette dans l'opposition républicaine.

A cette époque, il vote sans scrupule. Même, aux élections législatives de 1871, il sera candidat ou presque. De Paris, il se présente dans les Basses-Pyrénées, et il envoie sa lettre de candidature avec tant de hâte et de soin qu'elle arrive le lendemain de l'élection.

Il prend part avec plus de zèle au mouvement de la Commune. Mais dès les premiers combats, il est pris à Châtillon... Conduit en prison à Versailles, il est de ceux dont un certain Picard, bien oublié aujourd'hui, mais alors ministre de temps à autre et toujours noble écumeur de Bourse, juge la figure. « Ja-

mais — fit afficher dans toute la France sur papier officiel l'honnête Picard — jamais la basse démagogie n'avait offert aux regards affligés des honnêtes gens des visages plus ignobles ».

Elisée Reclus vécut dans quatorze prisons successives. La plus connue est celle de Quélern aux environs de Brest. On y entassait jusqu'à quarante prisonniers dans une même casemate. Les casemates du bas donnaient la mort. Les tuyaux des latrines, mal construits, laissaient suinter l'essence fécale. Chaque matin la saine liqueur montait à deux pouces de haut.

Tout à côté, des bâtiments salubres restaient inoccupés, où l'on refusait de transférer les prisonniers. Excellente position d'étude que la prison de Quélern. Les plus aveugles y apprenaient à leurs dépens ce que c'est qu'un gouvernement, ce que c'est que l'administration, ce que c'est que la justice et quelle légère distance sépare la réalité de la vérité officielle.

La vérité officielle c'était, par exemple, que la cantine ne devait prendre et ne prenait que dix pour cent de bénéfice. Il y avait des comptables parmi les prisonniers ; ils mesurèrent et calculèrent la réalité : la can-

tine se contentait d'un bénéfice moyen de cinq cents pour cent.

Elisée Reclus resta peu de temps à Quélern. Un grand nombre de prisonniers ne savaient ni lire ni écrire. Il s'était mis immédiatement à les instruire. A d'autres, il enseignait l'anglais. A tous il communiquait sa force morale et presque son héroïque gaîté. Le directeur, qui n'osait s'opposer à sa bienfaisance, la voyait de fort mauvais œil. Elisée puisait lui-même sa force dans un travail continu et divers. Il apprenait le flamand. Ses lettres ne réclamaient que des livres sérieux. Avant même d'en recevoir aucun, il écrivait son *Histoire d'une montagne* ; résumait en deux petits volumes son premier grand ouvrage *La Terre* ; faisait le plan d'un livre futur qu'il intitulait alors dans son esprit *Le sol et les races*.

Jules Simon vint visiter la prison de Quélern. Pour Elisée Reclus déjà célèbre par l'*Histoire d'un ruisseau* et par son second grand ouvrage *La Terre*, l'ancien philosophe tombé dans la politique professait une admiration qui n'était pas complètement insincère. Il désira le voir et lui demanda s'il ne manquait de rien. « Mais, — raconte le prisonnier — comme je méprise cet homme, je refusai de me rendre auprès de lui en disant que je n'avais rien à lui demander... Il déclara qu'il voulait me donner du confort malgré moi. » Elisée Reclus fut donc transporté dans une prison plus saine, à Trébéron. (...)

Cependant la Société de Géographie fait des démarches pour sa libération. On l'en informe et que bientôt elle sera obtenue en échange d'un engagement qu'on lui dictera. Mais, lui, s'étonne, s'irrite presque : « Des amis supposent que, pour rentrer dans la vie libre, il me faudrait commencer par m'avilir ! » (...)

Les démarches échouent donc, que le moindre mot conciliant de l'intéressé aurait fait réus-

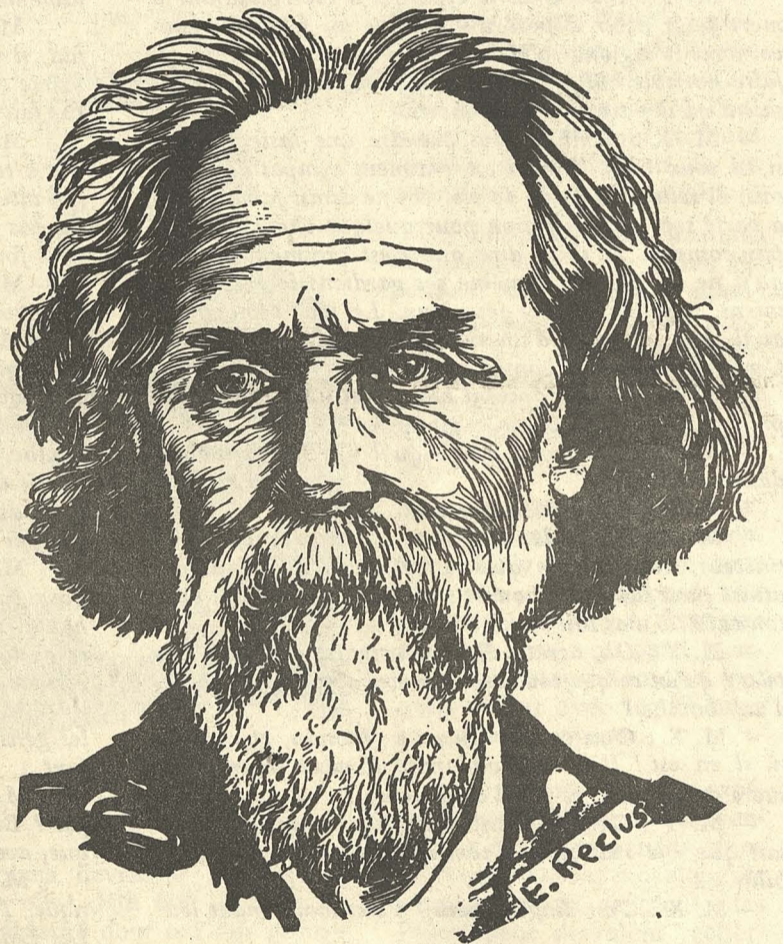
sir. Et il est condamné à la déportation simple, c'est-à-dire à être envoyé en Nouvelle-Calédonie. Mais les savants de toute l'Europe protestent et sa peine est commuée en dix années de bannissement. L'autorité, à qui il va échapper, tient du moins à manifester jusqu'à la fin mauvaise humeur et ridicule bassesse : une voiture cellulaire le conduit, menottes aux mains, jusqu'à la frontière suisse.

(...) Il reprend aussitôt sa vie de libre tendresse et de libre travail. Il commence la plus connue et la plus vaste de ses œuvres, la *Nouvelle Géographie universelle*. Il écrit aussi dans divers journaux et, par des lacets qui font à chaque détour le sommet plus visible, il monte vers son idéal. En 1876, pour la première fois, il se déclare

publiquement anarchiste, jamais, dès lors, il ne répudiera ce titre noble et dangereux.

Après ses dix années de bannissement, il vit tantôt en France tantôt en Italie, en Suisse ou en Belgique, mais le plus souvent à Londres. Il passe ses dernières années non seulement dans la misère mais sous le poids de la dette, écrasant pour ce scrupuleux et candide esprit qui a besoin de sourire. Il garde pourtant, jusqu'à la fin, l'héroïque volonté de joie, l'héroïque volonté de rayonner autour de lui le bonheur. Son optimisme invaincu se mêle et se relève parfois d'un peu d'amertume, mais la vaillance et l'amour triomphent toujours chez lui. Il meurt en 1905, à 75 ans.

H. Ryner.



## EXTRAITS DE

## « A MON FRÈRE LE PAYSAN » DE RECLUS

« **E**ST-il vrai », m'as-tu demandé, « est-il vrai que tes camarades, les ouvriers des villes, pensent à me prendre la terre, cette douce terre que j'aime et qui me donne des épis, bien avarement, il est vrai, mais qui me les donne pourtant ? Elle a nourri mon père et le père de mon père ; et mes enfants y trouveront peut-être un peu de pain. Est-il vrai que tu veux me prendre la terre, me chasser de ma cabane et de mon jardin ? Mon arpent ne serait-il plus à moi ? »

Non, mon frère, ce n'est pas vrai. Puisque tu aimes le sol et que tu le cultives, c'est bien à toi qu'en appartiennent les moissons. C'est toi qui fait naître le pain, nul n'a le droit d'en manger avant toi, avant la femme qui s'est associée à ton sort, avant l'enfant qui est né de votre union. Garde tes sillons en toute tranquillité, garde ta bêche et ta charrue pour retourner la terre durcie, garde la semence pour féconder le sol. Rien n'est plus sacré que ton labeur, et mille fois maudit celui qui voudrait t'enlever le sol devenu nourricier par tes efforts !

Mais ce que je dis à toi, je ne le dis pas à d'autres qui se prétendent cultivateurs et qui ne le sont pas. (...)

Ainsi nous prendrons la terre, oui, nous la prendrons,

mais à ceux qui la détiennent sans la travailler, pour la rendre à ceux qui la travaillent et à ceux auxquels il était interdit d'y toucher. Toutefois, ce n'est point pour qu'ils puissent à leur tour exploiter d'autres malheureux. La mesure de la terre à laquelle l'individu, le groupe familial ou la communauté d'amis ont naturellement droit, est embrassée par leur travail individuel ou collectif. Dès qu'un morceau de terre dépasse l'étendue de ce qu'ils peuvent cultiver, ils n'ont aucune raison naturelle de revendiquer ce lambeau ; l'usage en appartient à d'autres travailleurs. La limite se trace diversement entre les cultures des individus ou des groupes, suivant la mise en état de production. Ce que tu cultives, mon frère, est à toi, et nous t'aiderons à le garder par tous les moyens en notre pouvoir ; mais ce que tu ne cultives pas est à un compagnon. Fais-lui place. Lui aussi saura féconder la terre.

Mais si l'un et l'autre vous avez droit à votre part de terre, aurez-vous l'imprudence de rester isolés ? Seul, tout seul, le petit paysan cultivateur est trop faible pour lutter à la fois contre la nature avare et contre l'opresseur méchant. (...)

Vous êtes donc bien faibles, vous tous, petits propriétaires, isolés ou associés en communes, vous êtes

bien faibles contre tous ceux qui cherchent à vous asservir, accapareurs de terre qui en veulent à votre petit lopin, gouvernants qui cherchent à en prélever tout le produit. Si vous ne savez pas vous unir, non seulement d'individu à individu et de commune à commune, mais aussi de pays à pays, en une grande internationale de travailleurs, vous partagerez bientôt le sort de millions d'hommes qui sont déjà dépouillés de tous droits aux semailles et à la récolte et qui vivent dans l'esclavage du salariat, trouvant de l'ouvrage quand des patrons ont intérêt à leur en donner, toujours obligés de mendier sous mille formes, tantôt en demandant humblement d'être embauchés, tantôt même en avançant la main pour implorer une averse pitance. Ceux-ci ont été privés de la terre, et vous pouvez l'être demain. Y a-t-il donc si grande différence entre leur sort et le votre ? La menace les atteint déjà ; elle vous épargne encore pour un jour ou deux. Unissez-vous tous dans votre malheur ou votre danger. Défendez ce qui vous reste et reconquérir ce que vous avez perdu. (...)

Mais si vous ne faites pas cela, tout est perdu. Vous périrez esclaves et mendiants : « Vous avez faim », disait récemment un maire d'Alger à une députation d'humbles sans-travail, « vous avez faim ?... eh bien, mangez-vous les uns les autres ! »

RADIO

LE DRAPEAU NOIR  
FLOTTE SUR LA MARMITE

**P**OUR que vous puissiez digérer au mieux cette prochaine année 84, une nouvelle émission « Du coin des marmites » sera là pour vous parler de tous ces petits plaisirs qui vous font gonfler la peau du ventre. En effet, diverses recettes culinaires, travaillées quotidiennement par de nombreux professionnels vous seront expliquées.

Ces recettes pourront être traditionnelles, régionales ou étrangères. Ceci sera la base même de l'émission, mais des professionnels indirectement concernés par la cuisine, comme le paludier, l'éleveur, l'écrivain, etc. n'en seront pas exclus.

A bientôt, chaque jeudi de 12 h à 14 h sur Radio-Libertaire !

Philippe

NOTE DE LECTURE

« FEMME DE VOYOU »

Par Annie Livrozet

**E**NFIN un livre écrit par une femme qui n'est ni une féministe, ni une intellectuelle, ni une bourgeoise. C'est rafraîchissant ! L'auteur, Annie Livrozet ; le titre Femme de voyou. Ça y est, le rapprochement est fait ?

En dehors du fait que ça se dévore comme un polar, que les « naïvetés » d'Annie déclenchent des crises de fou rire, il y a, dans ce livre, l'envers du décor carcéral. L'autre face, dont on parle peu, celle vécue par le compagnon, la compagne de celui qui est en prison. Avec en toile de fond permanente, l'attente. L'attente entre les parloirs, l'attente du jugement, l'attente de la fin de la peine. Les moments de désespoir, mais aussi une vie qui se construit, une complicité qui s'instaure malgré les grilles, malgré les gardiens, malgré la censure, malgré l'horreur de l'enfermement.

Elle n'était guère préparée

(mais personne ne l'est !) cette jeune dactylo d'une vingtaine d'années à subir l'interrogatoire des flics, les visites aux avocats, les réactions imbéciles des voisins, résultat de l'arrestation de son « voyou » de mari. Mais elle a fait face et souvent, c'est la force de caractère, la tendresse, les colères aussi de celui qui est derrière les barreaux qui la soutiennent.

Deux époques en parallèle dans le récit : la rencontre au cours d'un bal, d'Annie et de Serge, premières confidences et début de vie commune ; et puis, l'arrestation et l'incarcération. Et l'on suit, avec passion, l'évolution de cette jeune femme plongée dans l'univers du banditisme par amour.

C'est plus qu'un bon livre, un livre vrai. Écrit avec pudeur, humour et tendresse.

J. Pieters

(1) Femme de voyou de Annie Livrozet, éditions « Les lettres libres », en vente à la librairie du Monde libertaire, 56 F.

« ALORS SURVIENT LA MALADIE »

Par la S.I.R.I.M.

NOTE DE LECTURE

**A** force de travail, de recherche et d'échanges, grâce à l'observation rigoureuse de cas de maladie survenus en son sein, et grâce aux travaux de Henri Laborit sur le fonctionnement du cerveau, la Société internationale de recherche interdisciplinaire sur la maladie (SIRIM) propose dans Alors survient la maladie (1) une approche nouvelle de la maladie.

L'alcool, le tabac et les graisses ne sont pas seuls à menacer votre santé. L'individu peut tomber malade à cause de son environnement : chômage, difficultés financières, tensions relationnelles de toute nature, ou à cause de son propre comportement, souvent inadapté à la réalité. En effet, nous sommes régis par une série d'automatismes, mis en place par d'autres au cours de notre histoire personnelle, et qui nous font parfois agir de manière non conforme à nos intérêts. De là, peut naître la maladie car ces deux types de causes viennent contrarier les trois impératifs fondamentaux, nécessaires à la santé de tout un chacun :

- pouvoir agir dans son environnement ;
- y avoir sa place, qui permette l'action efficace ;
- trouver un achèvement social,

c'est-à-dire une sorte de reconnaissance de ses actes et de sa personnalité.

Non seulement de nombreux exemples, matière de base de cette recherche empirique, sont racontés ici ; mais en plus, des solutions expérimentées permettent aux lecteurs de faire la part entre l'apport spécifique du médecin, et le rôle déterminant du malade dans sa guérison. A lui d'empoigner ses difficultés, et si c'est au médecin de poser des questions, c'est au malade d'y répondre.

Il n'y a pas de formule magique, mais à chaque situation une cause et une solution adaptée.

Ce livre s'adresse aux soignants et aux soignés. Aux soignants pour qu'ils considèrent le malade dans sa globalité. Aux soignés, pour qu'ils prennent en charge leur santé en agissant sur leur environnement.

Écrit dans un langage clair, accessible à tous, ce livre est un véritable ouvrage de prévention, où chacun retrouvera bien des situations de sa vie quotidienne.

Véronique Halle

(1) Alors survient la maladie par la S.I.R.I.M., éditions Empirika, en vente à la librairie du Monde libertaire.

INFOS  
BANDE DESSINÉE  
B.D.

**P**OUR tous ceux qui n'ont pas l'occasion d'écouter sur Radio-Libertaire les très jolies émissions de Sylvain et Sylvestre, « By Jove », et de Gudule, « Voulez-vous B.D. avec moi », voici les nouveaux albums sortis ces derniers mois et que nous avons unanimement eu l'occasion de lire et d'apprécier.

Orn, la fille à la tortue, d'Olivier Taffin et Patrick Cothias. La suite des aventures d'Orn, cœur de chien. Un récit étrange et mythologique, avec de beaux dessins sensuels et une adolescente qui parle aux animaux. (Dargaud, collection « Histoires fantastiques »)

Quand est-ce qu'on baise ?, le nouvel album de Carali. C'est plein de tendresse et de férocité, et ça parle essentiellement de cul. Ou on adore ou on déteste, moi j'adore ! (Editions Calva)

Bloody Mary, de Jean Teulé, d'après le roman de Vautrin. L'événement B.D. de ces dernières années. C'est beau et intelligent. (Editions Glénat)

Rasta, de Jean-Michel Ucciani et Claude Mouchenick. Une sombre histoire de dealer dans les bas-fonds de Marseille, avec plein de choses pas recommandables et un joli héros paumé. (Artefact, collection « Contagion »)

La soupe aux cadavres de Forester. Noir, grinçant et psychanalytique, ça fait rire jaune et claquer des dents. Pour les amateurs de frissons. (Editions Audie, album « Fluide glacial »)

Les deux mecs. Hugot fait toujours dans l'absurde et le méchant, ça fait rire les gens qui ont une vilaine mentalité. Je fais partie de ceux-là, vous aussi j'espère, parce qu'il y a moyen de passer de bons moments avec ces deux mecs-là et que ce serait dommage de rater ça. (Dargaud éditeur)

Le Bombix du révérent père Rouquette, de Pierre-Yves Delarue, un premier album tout plein d'aventures qui laisse présager de grandes choses. Il promet, ce jeune, il promet ! (Editions Lecygne)

Bon amusement !

Gudule

INVITÉS  
DE RADIO-LIBERTAIRE

- Jeudi 5 Janvier : « La Vie d'artiste » (16 h) : avec Gilbert Laffaille, Gérard Pieron, Louis Capart, Olga Forest qui participent au gala de l'Union pacifiste de France. « Chronique syndicale » (19 h) : l'actualité à Talbot. « L'Invité quotidien » (20 h) : l'U.P.F. à propos du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'objection de conscience.

- Vendredi 6 janvier : « La bourse et la vie » (10 h) : l'Union fédérale des consommateurs. « L'Invité quotidien » (20 h) : Daniel Jacoby, président de la F.I.D.H. et duplex en direct du gala de l'U.P.F.

- Samedi 7 janvier : « Samedi et vous » (9 h à 12 h) : à propos de la journée du Livre, les principaux participants sont invités. « Prisons » (18 h) : l'U.P.F. sur le thème des prisonniers antimilitaristes.

- Dimanche 8 janvier : « Le Fédéralisme en marche » (14 h) : une nouvelle émission sur les problèmes corse, basque, breton, etc. « Des samedis qui chantent au dimanche libertaire » (15 h 30) : avec Anne Trebaol.

- Lundi 9 janvier : « Voix libres » (15 h) : théâtre en direct sur 89.5 MHz. « Radio-Libertaria » (20 h) « Jazz en liberté » (22 h) : l'actualité « free ».

- Mardi 10 janvier : « La Mémoire sociale » (10 h) : l'après-Commune. « Arts plastiques » (13 h) : Servin et l'actualité des arts plastiques. « Mot pour mot » (22 h) : le Comité des auteurs en lutte contre le racket de l'édition.

- Mercredi 11 janvier : « Le bal des affreux » (10 h 30) : Eve Griliquez dira des poèmes. « Allo maman bobo » (19 h) : le cancer. « L'Invité quotidien » (20 h) : P... comme police.

« SOLEDAD : LA CIBLE »

Par Tito

BANDE DESSINÉE

**I**L arrive parfois que Tito, l'illustrateur du maintenant célèbre Jaunes — vous savez la B.D. censurée en Belgique pour avoir osé rappeler certaines aventures malsaines de la famille royale, hé oui ! même en Belgique, il y a des choses sacrées — délaisse les plaines du plat pays de Bucquoy et son scénariste pour, le temps d'une course solitaire, retourner avec nostalgie dans les vallées de son Espagne natale.

La Cible est une histoire banale, à peine de quoi remplir une colonne à la page des « faits divers » d'un journal de province : un homme, assassin de sa maîtresse, sera lui-même abattu par la Garde civile. Du moins, c'est ce que dira la version officielle. La réalité peut être tout autre.

Tito, de son trait fin et clair qui décalque la réalité, nous campe plusieurs personnages hauts en couleur. Pédro, l'insouciant macho, fait le malheur de sa famille — sa vieille mère malade, toujours alitée, et sa sœur, une vieille fille dévote. Cet infatigable coureur de jupons a commis, cette fois, l'erreur de s'amouracher de la femme du plus grand notable du vil-

lage, le docteur. Celui-ci, conscient de son importance sociale, tient moins à la vie de son épouse qu'à son honneur bafoué par un simple paysan. Dans certaines contrées, la tradition veut encore que ce genre de questions se règle dans le sang.

Mais, l'histoire sert surtout d'alibi à Tito pour nous peindre — avec de magnifiques couleurs — la mentalité d'un village espagnol, avec ses femmes en noir se distrayant de commérages souvent cruels, parfois dangereux ; avec ses notables protégeant leur caste face à la majorité paysanne ; le curé tout puissant qui pèse sur toutes les consciences ; la « Guardia » et ses brutes à la gachette facile...

Ne cherchez pas dans La Cible le souffle de l'épopée ou de l'aventure, Tito l'a volontairement délaissé. Mais, vous y trouverez l'amour, la haine, la méchanceté gratuite, la lâcheté, l'orgueil, et surtout tout ce tissu de conventions qu'ont tissé dans l'esprit espagnol quarante ans de fascisme et de domination de l'Eglise.

Palou

LES SAMEDIS QUI CHANTENT

**A**U TAI Théâtre, 37, rue Vieille-du-Temple, Paris 4<sup>e</sup>, Jacques Roussel présente « Le tréplin de la chanson » et Anne Trebaol.

Ce spectacle aura lieu les samedis 7, 14 et 21 janvier 1984 à 15 h, entrée 30 F. Tél. du TAI Théâtre pour tous renseignements complémentaires : 278.10.79.

**B**UDGET européen à sec, sursaut nationaliste de toutes parts, report des solutions à plus tard, et dévalorisation de l'idée « Europe », tel est le bilan du sommet d'Athènes.

Opposition sur l'ordre du jour sur le lait, sur les fruits et légumes, sur le budget. Or le Parlement européen a déclaré que si un accord n'était pas réalisé à Athènes, il ne votera pas le budget 1984. L'Europe sera alors pilotée à vue par le système des « douzièmes provisoires », chaque Etat membre versant tous les mois un douzième de ses versements de 1983. Ce bricolage budgétaire, s'il est mis en place, permettra simplement de gérer les affaires courantes, en somme de maintenir la fiction institutionnelle de la Communauté économique européenne (C.E.E.).

#### Les gagnants de l'échec

Les deux gagnants de l'échec du sommet d'Athènes sont, d'une part, les paysans français, ravis que l'entrée dans la C.E.E. de l'Espagne et du Portugal, gros concurrents de l'agriculture française ait été retardée, d'autre part, l'impérialisme américain.

La France est le premier pays agricole européen, non comprise l'U.R.S.S. Elle a le plus important troupeau d'Europe occidentale, elle est le 6<sup>e</sup> producteur mondial de céréales et le 3<sup>e</sup> exportateur derrière les Etats-Unis et le Canada, avec 10% du total des céréales vendues dans le monde.

Les deux tiers du budget de la C.E.E. passent à soutenir les 8 millions d'agriculteurs européens, en tentant de limiter les excédents.

Si le sommet d'Athènes a révélé la volonté de chaque délégation de défendre ses intérêts nationaux prioritairement à l'« idée européenne », l'une des principales différences avec les crises précédentes est que jusqu'alors existait un axe France-R.F.A. qui permettait en dernière instance de sauver les meubles. Or les allemands semblent désormais sur des positions plus proches de celles des Anglais.

En filligrame à tout cela se révèle en fait, la position de chaque pays membre de la C.E.E. par rapport à l'impérialisme américain qui est le principal gagnant de l'échec du sommet.

Les innombrables rencontres internationales qui ont eu lieu depuis un an entre Etats industriels, ont vu se développer un thème sous l'impulsion des Etats-Unis : le libre-échange présenté comme une panacée qui assurerait le développement de l'économie mondiale. Les Etats-Unis ont lancé de nombreux rappels à l'ordre aux pays d'Europe occidentale qui ne mettraient pas ce principe en action.

En juillet 1981, M. Brock, représentant de Reagan pour les relations commerciales déclare : « Les Etats-Unis sont de plus en plus concurrencés par la capacité des autres pays à produire des biens hautement compétitifs, mais aussi par l'intervention des gouvernements de nombreux pays. Nous devons être prêts à accepter le défi de la concurrence mais aussi à nous opposer aux interventions gouvernementales qui la dénaturent. »

Peu avant, le 10 juin 1981, Michel Rolant, dans un rapport publié au Journal officiel sur « L'évolution économique des Etats-Unis et ses incidences sur l'économie française », se demande si, « disposant finalement de marges assez étroites à l'intervention des Etats-Unis mais pour modifier le cours des choses, il n'y a pas de risques sérieux que la nouvelle administration choisisse le terrain international comme lieu prioritaire d'une politique plus agressive ».

Déjà, en mai 1981, le même M. Brock avait menacé les Européens de mesures de rétorsion s'ils s'obstinaient à subventionner les crédits à l'exportation, critiquant la politique agricole commune, il avait déclaré : « Les Etats-Unis vont défendre leurs marchés très vigoureusement ».

#### Etats-Unis : un marché ouvert ?

Selon les dirigeants américains, les Etats-Unis seraient un marché parfaitement ouvert où l'intervention de l'Etat serait minime, où l'aide à l'exportation serait quasi nulle. Cette illusion du paradis du libre-échange est largement répandue dans l'opinion publique. Or le marché américain est, avec le marché japonais l'un des plus fermés et des plus protégés du monde capitaliste, grâce à d'innombrables mesures directes et indirectes : fiscalité discriminatoire, règlements phytosanitaires, limitation des postes de dédouanement, normes techniques et homologation, monopoles d'achat. Ainsi, la quasi-totalité des produits du règne animal ou végétal est interdite à l'importation grâce à des normes phytosanitaires draconiennes. Cela n'empêche pas le grand capital américain de reprocher à l'Europe de lui faire une concurrence déloyale, en pratiquant des subventions étatiques pour les crédits à l'exportation, des politiques commerciales mercantiles, des incitations aux investissements qui déforment les flux normaux de capitaux.

Victime innocente de la soif européenne de profits, les Etats-Unis sont, à en croire M. Brock dans plusieurs déclarations entre juin et octobre 1981, « l'un des marchés les plus ouverts du monde ». Les procédures douanières sont « hautement transparentes et prévisibles ».

## LE DOLLAR MONTE, L'EUROPE BAISSÉ !

L'un des principaux sujets de mécontentement des Etats-Unis est la politique agricole de la C.E.E., les Européens, disent-ils, dépensent 17 milliards de dollars pour acheter et stocker les excédents agricoles et pour en Etats-Unis est la politique agricole de la C.E.E., les Euro-déloyale, disent-ils, alors que les Etats-Unis ont une agriculture beaucoup plus efficace. En fait d'efficacité, les Etats-Unis, sur trois fois plus de surface, ne produisent que deux fois plus de céréales que la C.E.E.

En réalité, l'agriculture américaine bénéficie d'une aide publique importante pour défendre son marché intérieur et pour la reconquête des marchés extérieurs. Le cas du soja est révélateur : les Etats-Unis exportent 60% de leur production de soja pour l'alimentation animale. Une loi a été mise en place pour en développer la demande. Beaucoup de pays où l'on a encouragé le développement d'un élevage intensif à l'américaine n'ont pu produire les aliments concentrés nécessaires. Les produits américains se sont engouffrés dans ce marché.

Les Etats-Unis ont imposé aux pays européens qu'ils ne créent pas de droits de douane ou de contingentement pour l'importation de soja américain, ce qui a permis à ce produit de quadrupler son prix en 18 ans.

Les discours non interventionnistes du gouvernement américain sont constamment démentis par l'important arsenal législatif dont il dispose pour impulser la politique agricole : contrats avec l'industrie agro-alimentaire pour stabiliser les prix par la limitation de la production (fruits, légumes, lait) ; lois cadres pour soutenir les prix ; stockage conventionnés pour les céréales, les oléagineux, le coton, le sucre ; incitations pour la mise en jachère de 15% des terres à blé demandée par le ministère de l'agriculture en 1982.

#### L'agriculture, première industrie américaine

Si nous insistons sur l'aspect agricole de la question, c'est parce que la concurrence de l'Europe et en particulier de la France est vive dans ce domaine ; l'agriculture américaine est la principale industrie de ce pays ; l'arme alimentaire est l'une des principales composantes de la politique internationale américaine. M. Brock — toujours lui... — a ainsi pu déclarer : « L'arme alimentaire est la plus puissante dont nous disposons pour assurer la paix du monde. Il en sera ainsi tant que les autres pays dépendront des Etats-Unis pour leur alimentation et hésiteront ainsi à nous causer des difficultés. » (cité par *Le Monde diplomatique* de février 82).

Il apparaît donc avec évidence que le surgissement sur le marché mondial agro-alimentaire d'un concurrent sérieux — même à concurrence de 10% —, voire même l'accès de pays dépendants à l'indépendance par rapport aux produits agro-alimentaires américains, n'est pas seulement considéré comme une menace économique mais aussi comme une menace sérieuse pour la sécurité américaine. Le simple fait que d'autres pays puissent se tailler des positions solides à l'exportation, dans quelque domaine que ce soit, est insupportable à l'impérialisme américain.

Dans le domaine industriel, de même, on pourrait croire, à entendre les dirigeants américains, que leur économie est totalement désarmée devant les milliards de crédits à l'exportation dont disposent les européens. Ainsi, les Etats-Unis déclarent n'avoir subventionner à l'exportation en 1980, que 351 millions de dollars alors que l'O.C.D.E. a dépensé 6 milliards. Pourtant l'Export-Import Bank (Eximport) disposait de 13 milliards de dollars de crédits, dont les deux tiers pour Boeing, Lockheed, General Electric, Westinghouse, McDonnell, Douglas, etc. pour soutenir les exportations.

Les interventions financières peuvent se doubler de moyens plus musclés, comme les pressions sur la Belgique et les Pays-Bas pour qu'ils préfèrent les avions de combat américains aux avions français ; sur l'Argentine et la Corée pour qu'ils n'achètent pas de réacteurs nucléaires français. Les gardes-côtes américains se sont vus interdire l'achat d'hélicoptères de l'Aérospatiale. Le Concorde a eu des tas de problèmes avec l'aéroport de New-York. Les Airbus de la Eastern Airline n'ont pas le droit d'atterrir à Washington (Aibus a ravi aux américains la place de 1<sup>er</sup> producteur mondial de gros porteurs !).

Pour terminer sur l'industrie, citons le cas des produits sidérurgiques européens en 1982 : des droits com-

pensateurs dissuasifs de 20 à 40% ont été imposés à l'importation de ces produits par les Etats-Unis pour contrecarrer les « subventions » européennes à l'exportation. Parmi les « présomptions de subventions » figurent les crédits des banques nationalisées à Usinor et à Sacilor. Vu le caractère étatique de ces banques, l'enquête conclut que les crédits n'avaient pas été accordés à des conditions commerciales normales l...

#### Imposer un modèle économique

La part des Etats-Unis dans les exportations manufacturières mondiales est passée de 30% en 1955 à 17% en 1980. La baisse est importante mais le niveau atteint reste tout de même satisfaisant puisque les Etats-Unis ont 7 à 8% de la population mondiale. Pourtant les Etats-Unis veulent éviter à tout prix que l'Europe et le Japon, dont le rythme de développement est supérieur, ne deviennent des concurrents trop sérieux.

Les Etats-Unis cherchent à imposer un modèle économique (la liberté des échanges commerciaux), en fait, le libre accès des produits américains sur le marché européen.

Le degré plus ou moins avancé d'intégration de chacun des Etats de la C.E.E. dans le dispositif impérialiste américain détermine largement leurs positions respectives lors du sommet d'Athènes. Ainsi, les allemands se refusent à limiter des excédents agricoles parce que diminuer le cheptel, par exemple, signifie diminuer les importations de substitut américains avec lesquels le bétail est nourri — et il ne faut pas contrarier ces alliés, n'est-ce pas ?

En 1982, la Commission des communautés propose que chaque Etat membre ouvre partiellement, à concurrence de 10%, ses marchés publics dans le secteur des télécommunications, aux autres Etats membres. Cette démarche échoua car la R.F.A. interpréta la notion de « producteur communautaire » dans le sens « qui fournit la Communauté », ce qui incluait des importateurs extra-européens ou de « faux européens », c'est-à-dire des firmes non européennes installées en Europe. En réalité, la R.F.A. voulait permettre à la firme américaine A.T.T. de décrocher une part du marché. Depuis, A.T.T. et Philips (firme hollandaise, 79% d'actifs européens, 13% d'actifs américains) ont créé aux Pays-Bas une filiale commune à parts égales.

Le gouvernement italien, quant à lui, privilégie systématiquement les options américaines dans ses grands choix technologiques : en aéronautique (Mac-Donnel, Douglas), électronucléaire (Westinghouse), téléphone (I.T.T.).

Tout se passe comme si les partenaires européens de la France considéraient que l'heure de l'Europe européenne était passée et qu'ils acceptaient l'idée que l'avenir du continent résidait dans une intégration à un ensemble occidental dominé par les Etats-Unis. Les secteurs liés à la production cèdent le pas devant les intérêts du négoce, du courtage, comme aux Pays-Bas, ou de la sous-traitance comme en Grande-Bretagne. C'est une véritable bourgeoisie comprador qui apparaît en Europe et qui se contenterait d'une alliance subalterne avec l'impérialisme américain.

Le maintien de la France dans la C.E.E. dans ces conditions réduit sa marge de manœuvre dans sa tentative de préserver un modèle d'accumulation capitaliste indépendant. Le rêve français de constituer, face à la puissance américaine, un bloc européen économiquement homogène restera dans les livres d'histoire du futur, comme l'une des utopies de la seconde moitié de ce siècle.

Les bourgeoisies européennes, incapables ou ne désirant pas contester l'hégémonie du capital américain, ont montré à Athènes qu'elles appliquaient le chacun pour soi pour tenter de préserver leurs intérêts de classe aux dépens de l'unité européenne. Il est indéniable que la France apparaît comme le pays d'Europe ayant le projet le plus clairement affirmé de constituer un troisième bloc face aux deux superpuissances, et à Athènes, Mitterrand a de nouveau affirmé sa volonté de se dégager de certaines dépendances pesantes, que ce soit la dépendance par rapport aux aliments pour bétail américains ou par rapport à la technologie américaine. Bien qu'étant une puissance économique inférieure à l'Allemagne fédérale, la France a de bons atouts pour concurrencer les Etats-Unis et pour s'affirmer comme puissance impérialiste : technologie de pointe, aéronautique, nucléaire, agro-alimentaire, armement.

En tant que travailleurs et révolutionnaires, il nous faut dénoncer le rôle joué par l'impérialisme dominant, c'est-à-dire l'impérialisme américain, dans le maintien du sous-développement du tiers monde et dans les tentatives — souvent réussies — de soumission de tous les pays développés à ses seuls intérêts. Il n'y a pas lieu de se réjouir de la volonté d'hégémonisme des multinationales américaines sur les économies des pays d'Europe. Cependant, il faut avoir à l'esprit que le moment venu, le Goliath américain et le David européen sauront très bien s'entendre sur le dos de la classe ouvrière si celle-ci tente un jour de secouer le joug de l'un ou l'autre.

Raoul Boulard